



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

INDU • NUMÉRO 009 • 2^e SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 5 décembre 2007

—
Président

M. James Rajotte

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

Le mercredi 5 décembre 2007

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC)): Je déclare la séance ouverte.

Ceci est la neuvième réunion du Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie et nous poursuivons, conformément au paragraphe (2) du Règlement, notre étude de l'impact de l'appréciation du dollar canadien sur l'économie du pays.

Nous recevons aujourd'hui cinq témoins.

Nous avons tout d'abord M. Perrin Beatty, président-directeur général de la Chambre de commerce du Canada. Soyez le bienvenu. Il est accompagné du vice-président exécutif responsable des politiques, M. Michael Murphy. Nous avons M. Jayson Myers, président de Manufacturiers et exportateurs du Canada, M. Mark Nantais, président de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules, et enfin, M. Avrim Lazar président-directeur général de l'Association des produits forestiers du Canada.

Je vous souhaite la bienvenue à tous, messieurs. Je sais que vous avez tous l'habitude de comparaître devant des comités, en particulier celui-ci.

Nous allons commencer par la Chambre canadienne de commerce et poursuivre dans l'ordre de la liste. Chaque organisation disposera de dix minutes pour une déclaration liminaire, et ensuite nous passerons directement aux questions et commentaires des membres.

Monsieur Beatty, nous allons peut-être commencer par vous.

L'hon. Perrin Beatty (président-directeur général, Chambre de commerce du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président et membres du comité, de votre invitation à comparaître devant vous aujourd'hui.

Comme vous êtes nombreux à le savoir, la Chambre de commerce du Canada est l'organe de défense des entreprises canadiennes le plus important et le plus influent. Nos membres sont des entreprises de toute taille et de tous les secteurs de l'économie et de toutes les régions du pays. Nous sommes ravis de participer aux audiences du comité.

[Français]

Je remercie ce comité de me fournir l'occasion de présenter la perspective de la Chambre de commerce du Canada sur cette importante question.

• (1540)

[Traduction]

Monsieur le président, j'ai écrit en date du 20 novembre au premier ministre et à chacun des premiers ministres provinciaux. Dans ces lettres, la Chambre de commerce du Canada proposait un certain nombre de mesures immédiates à prendre pour renforcer l'économie canadienne et aider nos entreprises à grandir et prospérer. J'ai apporté avec moi les copies de ces lettres, en anglais et en

français, pour la gouverne des membres du comité s'ils souhaitent voir nos recommandations détaillées.

Mais je peux vous dire que nombre de nos membres font face à des difficultés sans précédent, qui vont grandissant chaque jour. La concurrence féroce de pays émergents comme la Chine et l'Inde, le fléchissement de la demande au sud de la frontière, la destination de 77 p. 100 de nos exportations de biens, et l'étonnante ascension du dollar canadien depuis 2002 ont engendré une tempête parfaite qui bouscule les entreprises exportatrices et les sociétés qui affrontent des concurrents sur le marché intérieur.

Les manufacturiers canadiens sont en première ligne. Depuis la fin de 2002, plus de 330 000 emplois se sont évaporés dans le secteur de la fabrication, dont plus de 80 000 jusqu'à présent cette année. La perte de compétitivité du Canada est mise en évidence par l'escalade rapide des coûts de main-d'oeuvre unitaires, soit le coût des salaires et avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique.

Malheureusement, la productivité canadienne augmente trop lentement pour donner un coup d'arrêt à la perte de compétitivité. De plus gros défis encore nous attendent. La Banque du Canada prédit que le cours du dollar canadien tournera autour de 98¢US jusqu'en 2009 et que l'économie canadienne va accroître de 2,3 p. 100 en 2008 et 2,5 p. 100 en 2009. Le ministère des Finances et la Banque du Canada ont indiqué que les risques pour l'économie canadienne penchent vers un fléchissement.

[Français]

Compte tenu des défis que je viens de mentionner, il importe de mettre en oeuvre des politiques concurrentielles qui auront un impact direct sur la productivité et la prospérité de notre nation et de celles de tous les Canadiens et Canadiennes.

[Traduction]

La Chambre de commerce du Canada réclame des mesures immédiates. Les pouvoirs publics doivent mettre en place des politiques favorisant la souplesse et l'adaptation et jetant les bases d'une économie plus compétitive.

Monsieur le président, j'évoquerai très brièvement dans cette déclaration liminaire un certain nombre de ces enjeux actuels et les recommandations que nous formulons à leur sujet, mais je serais ravi de les expliquer plus en détail au comité par la suite.

Selon nous, le gouvernement fédéral doit se concerter avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'alléger tout d'abord le fardeau de la réglementation. Le chevauchement, le double emploi et la fragmentation sont des facteurs de perte de temps et de coût qui entravent la capacité du Canada de livrer concurrence.

Deuxièmement, il nous faut démanteler les barrières commerciales interprovinciales. Les barrières internes empêchent les entreprises de devenir suffisamment grosses pour être concurrentielles sur les marchés étrangers. Elles amènent les investisseurs à aller voir ailleurs. Elles gonflent artificiellement les prix et accroissent les coûts de production.

Troisièmement, il nous faut mieux utiliser la main-d'oeuvre immigrante qualifiée, par une meilleure reconnaissance des titres de compétence étrangers et un meilleur accès et intégration des immigrants au marché du travail. Les employeurs dans tout le pays souffrent d'importantes pénuries de main-d'oeuvre. Un grand nombre de professionnels et de gens de métier étrangers sont dans l'incapacité de mettre leurs compétences à profit.

Les employeurs signalent également de longs délais dans le traitement des dossiers d'immigrants auxquels ils ont fait des offres d'emploi. Nous devons et pouvons agir immédiatement au Canada pour accélérer le placement de ces personnes, particulièrement des travailleurs qualifiés étrangers recrutés pour occuper des postes au Canada. L'objectif ici, monsieur le président, est de faire en sorte que toutes les entreprises, dans tous les secteurs, confrontées à ces difficultés, et en particulier l'envolée spectaculaire du dollar, soient en meilleure situation de soutenir la concurrence.

Quatrièmement, nous devons garder la frontière canado-américaine ouverte pour les voyageurs et biens légitimes. Les retards et complications à la frontière nuisent à la productivité et menacent l'emploi. En outre, l'escalade rapide du coût des formalités frontalières gaspille des centaines de millions de dollars chaque année, désavantageant gravement nos producteurs nationaux par rapport à leurs concurrents étrangers.

Cinquièmement, il faut assurer une fiscalité compétitive. Le budget de 2007 et la déclaration économique récente contiennent un certain nombre de mesures positives, mais il faut faire plus. On pourra engendrer des avantages économiques considérables en éliminant les taxes sur le capital provincial, en harmonisant les taxes de vente au détail provinciales avec la TPS fédérale et en rendant permanente la déduction pour amortissement accéléré sur les investissements effectués par les fabricants et transformateurs dans les machines et les équipements.

Monsieur le président, la Chambre canadienne de commerce considère que ces mesures représentent un premier pas important vers un Canada plus compétitif. Elles devraient être mises en oeuvre sans tarder afin d'aider les entreprises canadiennes à résister à des pressions aiguës et croissantes. Attendre serait risquer l'emploi des travailleurs canadiens et la prospérité des collectivités d'un bout à l'autre du pays.

Monsieur le président, votre sujet d'étude aujourd'hui est l'impact de l'appréciation du dollar canadien sur la compétitivité de l'industrie canadienne et nous, à la Chambre de commerce du Canada, estimons que les entreprises canadiennes font face à des difficultés sérieuses engendrées par la hausse de notre monnaie et aussi par une série d'autres changements en cours dans l'économie mondiale. Les mesures que j'ai esquissées aujourd'hui aideraient toutes les entreprises canadiennes à mieux soutenir la concurrence sur le marché mondial.

Monsieur le président, je remercie les membres du comité de leur attention. Je serais ravi de répondre aux questions que vous pourriez avoir.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Beatty.

Nous allons maintenant passer à M. Myers, s'il vous plaît.

M. Jayson Myers (président, Manufacturiers et exportateurs du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président, mesdames et messieurs.

J'ai distribué aux membres du comité un jeu de diapositives. Vous serez heureux d'entendre que je ne vais pas les passer en revue chacune mais elles mettent en lumière l'impact de l'appréciation du dollar canadien sur notre secteur manufacturier. Celui-ci représente le plus gros secteur économique du pays, et de ce fait l'impact sur celui-ci retentit à travers toute l'économie canadienne, simplement parce que tant d'autres secteurs de services et d'industries primaires dépendent du débouché que représente la fabrication.

Ainsi donc, pour ce qui est de l'impact de la hausse de notre monnaie sur la fabrication, d'autres entreprises ressentent les mêmes pressions exercées sur leur prix et leurs coûts. Pour beaucoup de secteurs d'activité, qu'il s'agisse de la fabrication, du secteur primaire, du tourisme ou de la distribution au détail, le problème tient au fait qu'il est tout simplement très difficile de modifier si rapidement la tarification et la structure de coût pour suivre le rythme de la hausse de 65 p. 100 du dollar canadien intervenue depuis 2002 et son appréciation de 24 p. 100 rien que depuis février dernier.

Étant économiste, je peux vous dire que nul n'aurait pu prédire en 2002 que le dollar canadien atteindrait 1,10 \$ le 7 novembre 2007. Et lorsqu'il a atteint ce niveau de 1,10 \$ ce jour-là, nul n'aurait pu prédire qu'il retomberait à environ 98¢ aujourd'hui. L'ampleur des fluctuations est sans précédent. La volatilité du marché des changes est sans précédent.

Il importe de comprendre certaines des causes fondamentales de ces mouvements du dollar. À l'évidence, la demande mondiale de produits de base et d'énergie canadiens a contribué à l'envolée du dollar canadien et à stimuler l'économie canadienne. Cela a été très bon pour maints secteurs de l'économie canadienne et, franchement, pour maintes activités manufacturières.

Mais cela signifie aussi que l'envolée du dollar, comme M. Beatty l'a dit, a créé les conditions d'une tempête parfaite. Cette hausse a le même effet sur nos exportateurs qu'une baisse des prix des marchandises exportées. Cinquante pour cent de ce qui est fabriqué au Canada est exporté aux États-Unis. Le prix de la plus grande partie de ces marchandises est chiffré en dollars US, si bien que nous connaissons là une compression immédiate des prix.

Le deuxième moteur de cette tempête parfaite est l'augmentation de prix des produits de base et de l'énergie. Cela gonfle les prix de production. À la fin de l'année dernière, le secteur manufacturier tournait avec une marge bénéficiaire telle que, pour chaque tranche de huit heures de travail, il fallait sept heures et 53 minutes rien que pour couvrir les frais d'exploitation, les coûts d'amortissement, les impôts et le service de la dette. Il restait environ sept minutes pour faire des profits. Et ce sont ces profits qui alimentent les flux de trésorerie, qui vont dans les investissements dans les technologies nouvelles et les nouveaux produits, l'innovation, la recherche de nouveaux débouchés et la formation. C'est cet argent dont dépendent les sociétés pour se développer et surmonter les difficultés stratégiques de long terme auxquelles elles font face, telles que la concurrence de la Chine et de l'Inde et les changements démographiques au niveau de la main-d'oeuvre qui rendent difficile l'acquisition des compétences voulues.

Ce sont toutes là des priorités et des défis de longue haleine pour l'industrie et les entreprises canadiennes. Tout cela est rendu beaucoup plus urgent par l'appréciation rapide du dollar canadien. Cela signifie que de nombreux autres compagnies n'ont tout simplement pas aujourd'hui les flux de trésorerie requis pour effectuer ces investissements.

Le dollar a commencé à environ 84¢ au début de l'année. Il a grimpé à 1,10 \$ début novembre. Ce que nous voyons maintenant, derrière cette ascension rapide du dollar canadien, échappe, très franchement, au contrôle de l'industrie canadienne, des entreprises canadiennes ou des pouvoirs publics canadiens. La cause en est le fléchissement que nous constatons dans l'économie américaine, les problèmes sur le marché du crédit américain et l'affaiblissement du dollar américain par rapport aux autres grandes monnaies. Tout cela pousse le dollar canadien à la hausse car notre monnaie est l'une des rares à flotter librement et elle tend de ce fait à essayer le gros de l'impact de la dévaluation du dollar américain.

Mais ce que nous constatons en ce moment dans le secteur manufacturier est le résultat de faiblesse sur des marchés d'exportation clés — le marché du bâtiment, le marché automobile et le marché des produits de consommation. Cela signifie une surcapacité chez les fabricants nord-américains et, plus que jamais, cela pousse les entreprises canadiennes à économiser sur l'investissement et à protéger leur exclusivité de produits. Au fur et à mesure que les entreprises se concentrent à l'échelle nord-américaine, du fait de la surcapacité sur ce marché, nous assistons à des fermetures d'usine dans l'industrie canadienne.

• (1545)

Le ministère du Travail ontarien recense les fermetures, qui annulent les conventions collectives. Il s'en est produit 37 en 2005, 32 en 2006, 125 au cours des trois premiers mois de cette année, 136 au cours du deuxième trimestre de cette année. Les fermetures et le fléchissement du marché américain, combinés au cours du dollar, signifient que des défis terrifiants attendent l'année prochaine le secteur canadien de l'exportation, et particulièrement le secteur manufacturier.

Vous voyez ici comment les manufacturiers canadiens ont réagi à l'appréciation du dollar. Tout le monde n'a en tête que de maîtriser les coûts, d'améliorer l'efficacité de la production, d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement. Je ne connais aucune entreprise qui ne fasse pas tout son possible pour améliorer sa productivité. Il n'y a pas beaucoup de liquidités à investir dans les équipements nouveaux, et les perspectives commerciales ne sont pas assez bonnes pour que de nombreuses sociétés puissent réaliser ces investissements en un si court laps de temps.

Voilà donc la situation. Je pense que c'est une situation éprouvante et, malheureusement, nous verrons probablement l'année prochaine la disparition de 50 000 emplois de plus, au moins, en juin prochain. Nous verrons davantage de fermetures de compagnies qui ne parviennent pas à justifier le coût élevé actuel des investissements. Cela montre tout simplement que les problèmes sont plus urgents que jamais.

La recommandation de MEC, la plus grosse association industrielle du Canada, au nom de la Coalition des manufacturiers du Canada, qui regroupe 40 associations industrielles parlant d'une voix commune des priorités du secteur manufacturier, demande au gouvernement de mettre en oeuvre rapidement les recommandations que votre comité a formulées dans son rapport sur la compétitivité manufacturière.

Je pense que certaines mesures clés doivent être prises immédiatement, auxquelles s'ajoutent les défis à long terme. M. Beatty a bien exprimé, je crois, ces derniers, soit voir à ce que les frontières marchent bien, que nous ayons un système logistique qui marche bien, que nous ayons des systèmes de formation et d'innovation qui marchent bien. Mais parmi les problèmes immédiats figurent les difficultés de trésorerie de nos fabricants exportateurs. C'est pourquoi je pense important que le gouvernement prolonge la fenêtre de deux ans pour l'amortissement, mais envisage peut-être aussi de monétiser les pertes fiscales en autorisant que ces pertes soient appliquées rétroactivement à plus de trois années d'une période où les entreprises étaient plus profitables, soit en autorisant un remboursement de l'amortissement que les sociétés pourraient autrement déduire.

Pour ce qui est de l'envolée du dollar, nous n'en avons pas encore réellement constaté tout l'impact sur la profitabilité, mais je peux vous dire qu'elle rendra de nombreuses sociétés non profitables cette année, ce qui signifie qu'elles ne pourront pas tirer parti de l'amortissement sur deux ans. Nous recommandons aussi de rendre le crédit d'impôt pour la R-D remboursable. Là encore, cela mettrait des liquidités immédiates à la disposition d'entreprises éprouvant des difficultés de trésorerie.

Certes, la baisse des taux d'intérêt décidée hier par la Banque du Canada est très importante. Elle a considérablement amoindri la pression spéculative exercée sur le dollar canadien. Mais je peux vous garantir que la banque va devoir continuer à baisser les taux à cause de la faiblesse de l'économie américaine et des problèmes sur le marché du crédit américain. Il sera important de le faire. Je pense qu'il est essentiel que la banque garde l'oeil rivé sur l'avenir, sur l'impact que cela aura sur notre économie, et de ne pas regarder dans le rétroviseur les statistiques relatives à la performance économique des deux ou trois derniers mois.

En conclusion, nous recommandons que le gouvernement agisse vite et que le comité appuie une mise en oeuvre rapide par le gouvernement de toutes les recommandations que le comité a formulées sur la compétitivité manufacturière, mais envisage peut-être aussi d'autres options consistant à monétiser d'une manière ou d'une autre les pertes fiscales que les compagnies enregistrent en ce moment et qui les empêchent de réaliser les investissements dont toutes les compagnies savent aujourd'hui qu'ils sont indispensables, non seulement pour survivre à court terme mais aussi se placer dans une meilleure position concurrentielle à l'avenir.

• (1550)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Myers.

Nous passons maintenant à M. Nantais, s'il vous plaît.

M. Mark Nantais (président, Association canadienne des constructeurs de véhicules): Merci beaucoup, monsieur le président. Merci aux membres du comité de leur invitation à comparaître aujourd'hui sur la question de l'impact du dollar canadien.

L'ACCU représente Chrysler, Ford, General Motors et International Truck and Engine Corporation. Ces sociétés assurent plus de 70 p. 100 de la production de véhicules au Canada et 55 p. 100 de toutes les ventes. Elles comptent plus de 150 000 travailleurs et retraités. Donc, clairement, elles représentent un moteur économique majeur, un secteur à valeur ajoutée de l'économie.

À première vue, l'industrie canadienne de l'automobile semble en assez bonne santé, surtout quand on lit des reportages qui nous apprennent que les ventes de véhicules neufs atteignent un niveau record et les chiffres des importants investissements récents effectués au Canada, dont la majorité par Chrysler, Ford, General Motors et International Truck and Engine Corp. Mais la réalité est sensiblement différente. La hausse du dollar canadien n'est qu'un événement imprévu parmi d'autres, certes très majeur. Les défis qui confrontent les constructeurs et exportateurs automobiles canadiens s'accumulent en rafale.

Il faut savoir que les constructeurs automobiles font absolument tout leur possible pour réduire leurs coûts et investir dans les améliorations de productivité, dans toute la mesure où leurs liquidités le permettent. Cependant, la tâche, très franchement, est trop grosse pour qu'ils puissent raisonnablement l'affronter seuls. Il ne faut pas se méprendre, et pour reprendre l'analogie de la tempête parfaite, je dirais que l'industrie automobile est sur le point d'essuyer un ouragan de catégorie 6. Cette tempête affecte lourdement la capacité canadienne d'attirer et maintenir l'investissement dans la construction automobile et pourrait gravement entamer l'empreinte de notre industrie au Canada.

En novembre, les ventes au Canada ont baissé de 5 p. 100 comparé au niveau de 2006, et l'on s'attend à ce que les niveaux de 2008 soient encore plus faibles. Une tendance similaire se fait jour aux États-Unis. Avec la crise actuelle de l'immobilier et du crédit, les ventes cette année sont en recul de 2,5 p. 100 par rapport au niveau de 2006 et l'on ne s'attend pas à ce qu'elles repartent en 2008.

Déjà, des baisses de production ont été annoncées pour le premier trimestre 2008 qui vont se répercuter sur les usines de montage et les fabricants de pièces canadiens. Effectivement, de nouvelles baisses ont encore été annoncées aujourd'hui. Elles s'ajoutent aux baisses de production déjà annoncées pour 2008, qui ont entraîné au Canada un semi-arrêt de nos deux usines les plus productives et les plus modernes, ainsi qu'une réduction considérable de la production des équipementiers et fabricants de pièces et une baisse correspondante des niveaux d'emploi. Le secteur des pièces à lui seul a perdu plus de 20 000 emplois au cours des deux dernières années.

La situation canadienne est déplorable, étant donné les réalités de la fabrication automobile ailleurs dans le monde. Voyez ce qui se passe en dehors de l'Amérique du Nord. La production automobile mondiale connaît une expansion considérable. Ce n'est pas le cas au Canada. D'ici 2011, la production mondiale augmentera de près de 17 millions d'unités pour atteindre 80 millions d'unités. Au contraire, la production automobile canadienne devrait chuter d'environ 160 000 unités au cours de la même période. C'est à peu près l'équivalent d'une usine d'assemblage de bonne taille qui emploierait environ 2 000 personnes.

Si le Canada veut rester dans le peloton de tête des pays producteurs d'automobiles, nous devons faire plus pour attirer l'investissement et nous devons collaborer pour cela. Le Canada est déjà tombé du septième rang mondial au neuvième et devrait descendre à la dixième place d'ici la fin de la décennie. En outre, l'Amérique du Nord continue d'être le seul ensemble géographique produisant des automobiles à être un gros importateur net de véhicules finis, avec juste un peu plus de 4 millions de véhicules importés en 2006.

Les fabricants de l'Asie-Pacifique, surtout ceux de la Corée et du Japon, exportent plus de 7,5 millions de véhicules chaque année vers d'autres marchés, dont environ 3 millions aboutissent en Amérique du Nord, le Canada en recevant une bonne part, bien évidemment.

Sans de nouveaux investissements dans les mandats de production, les niveaux d'activités vont chuter, des usines vont fermer et des Canadiens vont se retrouver au chômage. Le Canada possédait plusieurs avantages sur le plan des coûts qui attireraient l'investissement, notamment la faiblesse du dollar canadien comparé au dollar américain et notre avantage sur le plan de la main-d'oeuvre et des soins de santé si souvent vanté. La majoration rapide du dollar canadien signifie que le coût de tous les intrants locaux a considérablement augmenté. Aujourd'hui, de ce fait, le Canada est pour de nombreux fabricants automobiles le pays connaissant les coûts de production les plus élevés. Le Canada est donc défavorisé dans la concurrence pour de nouveaux investissements automobiles qui permettraient de rester compétitifs à l'échelle mondiale. Si nous voulons attirer le niveau d'investissement nécessaire pour préserver un niveau élevé de production automobile à haute valeur ajoutée à l'intérieur d'une chaîne d'approvisionnement viable, avec tous les emplois qui y sont associés, nous avons besoin d'une stratégie d'investissement automobile globale qui contribuera à tempérer l'impact direct de l'ascension du dollar.

• (1555)

Notre plan comprend cinq éléments cruciaux. Premièrement, il est essentiel que le Canada assure un climat d'investissement et une fiscalité des entreprises compétitifs au plan mondial. La récente déclaration économique du gouvernement va dans le bon sens, mais il faut admettre que, dans la situation actuelle, de nombreuses sociétés ne dégagent pas actuellement de profit, particulièrement dans le secteur automobile, et ne sont donc pas en mesure de tirer parti des baisses d'impôt sur les sociétés récemment annoncées, des déductions pour amortissement accéléré ou même du programme RS&DE traditionnel, étant donné que toutes ces mesures fiscales fédérales consistent essentiellement à réduire la facture d'impôt.

Alors que nous convenons pleinement que les baisses d'impôt représentent une bonne politique pour l'économie canadienne d'ensemble, il faut bien voir qu'elles n'aident pas les entreprises manufacturières et exportatrices qui se trouvent en situation de perte fiscale à s'adapter et à accroître la productivité. C'est pourquoi des fonds d'investissement mondialement compétitifs sont cruciaux si l'on veut attirer de nouveaux investissements, et surtout les investissements de grande envergure se chiffrant par milliards de dollars nécessaires à la construction automobile.

Tous les pays produisant des automobiles, grands ou petits, soutiennent l'investissement dans la construction automobile. L'Australie, par exemple, applique les recettes de ses droits d'importation de véhicules au soutien à l'investissement dans son importante industrie nationale. Ce n'est là qu'une solution novatrice parmi d'autres. Des municipalités américaines et d'autres juridictions dans le monde continuent d'offrir des milliards de stimulants fiscaux municipaux aux constructeurs automobiles qui font de gros investissements et/ou réinvestissements dans des grosses usines de montage.

Le gouvernement fédéral n'est clairement pas opposé à fournir des soutiens concurrentiels directs à l'industrie, comme on l'a vu avec les programmes d'encouragement gouvernementaux récemment mis en place pour le secteur aérospatial et du matériel de défense. Il nous faut poser la question: des soutiens similaires seront-ils également offerts au secteur automobile?

Le deuxième élément crucial consiste à appuyer les efforts de l'industrie automobile sur le plan de la viabilité environnementale. Le Canada doit introduire des normes nationales régissant les véhicules, en particulier des normes d'efficacité énergétique — ce sont là des normes que j'appelle normes à impact profond — alignées sur la norme nord-américaine dominante.

Le troisième élément est la création d'un régime de réglementation intelligent, efficace et coopératif à l'intérieur du Canada et avec nos principaux partenaires commerciaux.

L'expansion de l'infrastructure commerciale critique et la simplification des formalités frontalières représentent le quatrième grand élément d'une stratégie d'investissement automobile pour le Canada. Pour dire les choses simplement, il est 27 000 fois plus difficile et coûteux, sur le plan des formalités douanières, d'importer 4 500 véhicules construits en Amérique du Nord dans notre propre marché que d'importer ces véhicules d'outre-mer. Cela n'est pas propice à l'investissement automobile. Lors de la production d'un véhicule en Amérique du Nord, il se peut que des pièces et éléments franchissent la frontière six ou sept fois, chaque fois avec la documentation nécessaire et toutes les vérifications sécuritaires, alors que de l'autre côté, des véhicules importés franchissent les douanes par navires entiers, ou environ 4 500 unités à la fois.

Le dernier élément, mais non le moindre, d'un plan d'investissement automobile pour le Canada consiste en l'ouverture des marchés étrangers au moyen d'accords de libre-échange équitables. L'industrie automobile canadienne et le Canada ont grandement bénéficié du libre-échange équitable, surtout avec nos partenaires de l'ALENA.

Nous négocions actuellement un accord de libre-échange avec la Corée du Sud qui pourrait amener la poursuite d'échanges unidirectionnels d'automobiles sans avantages économiques plus larges pour le Canada. La Corée du Sud utilise depuis 20 ans un système complexe de barrières non douanières récurrentes pour garder son marché fermé. L'ALE proposé, selon nous, n'ouvrira pas ce marché automobile dynamique et riche. Dans le même temps, les constructeurs coréens continueront d'avoir accès sans restriction à notre marché.

Pourquoi cela a-t-il un effet sur les décisions d'investissement? Dans l'industrie mondialisée d'aujourd'hui, les constructeurs tentent de maximiser la production de chacune de leurs usines de montage dans le monde pour préserver leur compétitivité. Si les fabricants canadiens ne peuvent accéder aux marchés étrangers, les mandats de production dont ils bénéficient seront confiés à d'autres pays. Un ALE avec la Corée qui n'assure pas un libre-échange équitable entraînera une augmentation continue des importations sans nous donner un accès correspondant aux marchés étrangers et résultera de ce fait en une diminution de la production locale.

L'ALE proposé avec la Corée pourrait contrecarrer tous les autres éléments d'une stratégie automobile pour le Canada et ne doit de ce fait pas être conclu dans de telles conditions. Le Canada s'est forcé de négocier des ALE susceptibles d'aider les constructeurs automobiles canadiens et exportateurs d'autres secteurs industriels à obtenir l'accès à ces marchés lucratifs.

En résumé, je ne soulignerai jamais assez la situation difficile dans laquelle se trouvent plongés nos membres équipementiers au Canada. L'envolée du dollar canadien n'est que le dernier coup essuyé par les constructeurs et exportateurs nationaux d'automobile qui emploient directement ou indirectement quelque 570 000 Canadiens.

Nous exhortons le gouvernement à conclure immédiatement un partenariat avec l'industrie afin d'élaborer et exécuter une stratégie

automobile, telle qu'esquissée dans les cinq éléments ci-dessus, afin de contribuer à restaurer l'avantage concurrentiel de l'investissement dans l'industrie automobile canadienne dont l'importance est vitale.

Merci, monsieur le président. Je me ferai un plaisir de répondre aux questions.

• (1600)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Nantais, de cet exposé.

Nous allons maintenant passer à M. Lazar.

M. Avrim Lazar (président et chef de la direction, Association des produits forestiers du Canada): Merci, et merci de votre invitation.

Vous n' imaginez probablement pas combien il est important pour nous que vous preniez la peine de nous écouter, ou à quel point nous dépendons de votre attention et combien nous l'apprécions.

L'impact du dollar sur l'industrie forestière n'est pas difficile à calculer : toute notre production est vendue en dollars américains, tous nos coûts de production se chiffrent en dollars canadiens. Si notre monnaie augmente de 40 p. 100, notre structure de coût augmente de 40 p. 100. Il en résulte des licenciements massifs — presque 55 000 depuis 2003.

Il existe aussi de bonnes nouvelles. Nous avons une industrie qui emploie encore 820 000 personnes. Cela représente 12 p. 100 de l'emploi manufacturier et nous sommes le plus gros employeur de Canadiens autochtones. C'est une industrie qui a des relations d'affaires avec quelque 1 600 entreprises autochtones et qui s'inscrit dans un marché mondial sur lequel la demande explose. La demande mondiale de nos produits augmente de 3 p. 100 par an, soit l'équivalent de deux fois la production de tout le Québec, chaque année.

La bonne nouvelle, c'est que nous avons ce que le monde veut : des ressources naturelles. Nous avons l'eau, l'énergie et les fibres que le monde entier réclame. La demande est énorme et, contrairement à maints autres secteurs de l'économie, le nôtre possède un avantage naturel — on peut donc se demander comment il se fait que nous fermions tant d'usines à un moment où le monde a besoin de ce que nous produisons.

Certains de mes amis à Toronto me disent : « C'est la mondialisation, Lazar; fais-toi une raison et détends-toi. Ce sont des choses qui arrivent ». Je pense que c'est une erreur, une attitude défaitiste. La cause n'est pas la mondialisation, c'est le fait de ne pas savoir s'adapter à la mondialisation. C'est un manque de prévoyance. C'est une défaillance canadienne, de notre part à tous, qui n'avons pas la vision et la volonté de faire le nécessaire pour réussir dans un monde globalisé.

Dans dix ans, lorsque ce Parlement sera jugé, ce sera en fonction d'un facteur et d'un facteur seulement : ces députés avaient-ils ou non la perspicacité voulue pour préparer le Canada aux nouvelles réalités économiques? En dépit de toute la concurrence de la Chine, de l'Indonésie et de l'Amérique du Sud, si nous préparons le Canada à livrer concurrence dans cette nouvelle réalité économique mondiale, on dira de nous que nous avons bien agi. À défaut, nous aurons condamné le Canada à l'appauvrissement futur.

Si vous lisez tous les ouvrages sur la nouvelle réalité économique mondiale, leur enseignement est clair : ce que nous constatons aujourd'hui n'est que le début. Ils nous apprennent aussi que cela ouvre d'énormes perspectives pour le genre de biens que le Canada peut produire : dans le secteur forestier, cela signifie une énorme opportunité de vendre au monde ce que nous possédons en abondance. Pourquoi ne le faisons-nous pas?

La réponse comporte des éléments multiples.

Le premier est que nous faisons déjà cela aujourd'hui. Nous sommes le premier exportateur mondial de produits forestiers. Nous avons le savoir-faire, nous avons l'expérience.

Le deuxième élément de la réponse est que nous nous sommes un peu endormis sur nos lauriers parce que la faible valeur du dollar nous avantageait à l'exportation. Les pouvoirs publics et l'industrie ont joui de cet avantage et nous n'avons pas restructuré et reconstruit notre industrie lorsque le dollar était bas.

Les gouvernements peuvent se regarder dans le miroir car ils ont empêché la rationalisation, empêché les regroupements et ont taxé et réglementé à des taux qui n'étaient possibles qu'avec un dollar bas. L'industrie peut se regarder dans le miroir et se dire que lorsqu'il y avait du capital à investir, nous nous sommes laissés aller à la même facilité que les pouvoirs publics et avons simplement joué le jeu. Maintenant que le dollar a augmenté, nous nous regardons tous dans le miroir et nous demandons si nous pouvons faire quelque chose maintenant. La réponse est oui, nous le pouvons. La réponse est oui, nous aurons l'avantage concurrentiel si nous avons le courage, la vision et la prévoyance d'agir.

Ce que le comité a recommandé l'an dernier représente une très bonne première étape, et il est urgent d'y donner suite. Le plus urgent est de rendre remboursables les crédits de RS&DE, car il faut que l'industrie se sorte de la crise à coups d'innovation. Pourquoi le gouvernement abandonnerait-il ce soutien, ces crédits d'impôt, juste au moment où l'industrie en a le plus besoin, lorsqu'elle ne fait pas de profit?

• (1605)

Prolonger à cinq ans la DPA accélérée — je préfère en fait l'idée de mon collègue « pour l'éternité » — est parfaitement logique, car il faut que les entreprises investissent pour se sortir de leur difficultés, mais cela ne suffit pas. Il nous faut une politique propre au secteur, une vision propre au secteur.

J'appelle les parlementaires de tous les partis à former un groupe de travail sur l'avenir de l'industrie forestière canadienne. Ce pourrait être un sous-comité de ce comité, ce pourrait être un sous-comité du Comité des ressources naturelles, ou bien un sous-comité commun aux deux.

L'industrie a fait connaître sa vision d'avenir fondée sur les marchés et la compétitivité. Nous avons besoin que les pouvoirs publics se rangent à nos côtés pour façonner et exécuter cette vision. Nous avons pu constater dans ce comité ce qu'il est possible de faire lorsque les parlementaires mettent de côté leurs rivalités partisanes et s'attaquent réellement à résoudre nos problèmes.

Nous aimerions que cela se répète dans un futur comité du secteur forestier — comprenant tous les partis, composé de membres de ce comité, de celui des ressources naturelles, quelle que soit la structure que vous voudrez lui donner — et faisons-en une tâche urgente. Nous travaillerons avec vous jour et nuit pour frayer un chemin vers la prospérité. C'est parfaitement possible. C'est à notre portée. Nous avons les ressources naturelles. La demande mondiale est là. Il s'agit simplement de se retrousser les manches et nous avons besoin que les pouvoirs publics oeuvrent avec nous.

Je vais m'en tenir là.

• (1610)

Le président: Merci beaucoup de ces propos, monsieur Lazar.

Nous allons maintenant passer à la période des questions et commentaires des membres.

Nous avons aujourd'hui cinq témoins qui sont très bien informés. Je les invite à donner des réponses très brèves, car les membres n'ont qu'un temps très limité pour poser leurs questions.

Nous allons commencer avec M. McTeague, pour six minutes.

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être venus nous rencontrer aujourd'hui.

Je suis heureux que nous ayons eu l'occasion, en tant que comité ayant travaillé par consensus dans le passé, de passer en revue une partie du travail accompli l'an dernier. Vous tous ici avez joué un rôle très important dans l'élaboration de ce que je pensais devoir devenir un modèle pour le fonctionnement de ce Parlement minoritaire, et j'aime croire que les recommandations que nous avons formulées constituaient un fondement très solide pour cela.

Vous tous avez évoqué les recommandations que nous avons faites, mais peu d'entre vous avez indiqué si vous jugez urgent ou non l'exécution du restant des recommandations, hormis ce que M. Lazar vient de mettre en lumière.

Il y avait 22 recommandations en tout. À ma connaissance, une seule a effectivement été mise en oeuvre. Je me demande si poliment, vos organisations... Je suppose que mettre en lumière la seule recommandation suivie d'effet pourrait enclencher un processus, à un moment donné, pour encourager et exhorter le gouvernement à suivre les 21 autres. Il nous semble un peu superflu de vous demander de revenir au comité pour demander à peu près les mêmes choses que celles que vous avez demandées auparavant. Nous enregistrons les commentaires très positifs que vous, collectivement, avez faits sur cette recommandation particulière, mais il me paraît clair que les 21 autres sont au point mort.

À ce sujet, monsieur Myers, votre industrie s'est efforcée de réagir, non pas tant sur le plan de la productivité et des choses que vous avez esquissées... Pouvez-vous nous expliquer un peu comment votre industrie gère la situation — vous êtes les représentants d'industries qui vous tiennent à coeur — sur le plan de la couverture financière, de l'anticipation des mouvements du dollars?

M. Jayson Myers: Pour répondre à votre première remarque, monsieur McTeague, la situation est urgente et nous avons appelé le gouvernement à mettre en oeuvre toutes les recommandations de votre rapport. Je pense que toutes sont excellentes, depuis les recommandations fiscales jusqu'à celles traitant de l'équité des échanges, des frontières, de la logistique — toutes. Le problème monétaire ne fait que rendre toutes ces mesures encore plus urgentes. Et je tiens à répéter encore qu'il est urgent d'agir et nous appelons le gouvernement à mettre pleinement en oeuvre les recommandations.

Pour ce qui est de l'impact de la monnaie sur les compagnies, il y a deux façons dont elles ont cherché à se couvrir. La première consiste en une forme de couverture naturelle, c'est-à-dire qu'elles cherchent à sous-traiter davantage, à importer une plus grande partie de leurs composants et matières premières. Beaucoup cherchent à ouvrir des installations de production dans d'autres marchés, notamment aux États-Unis, de façon à avoir l'accès direct aux marchés et aplanir un peu les aspérités du côté de l'exportation. Toutes ces mesures de sauvegarde naturelle peuvent être bonnes pour des entreprises individuelles, mais du point de vue économique, il n'y a pas grand avantage économique à abandonner les fournisseurs locaux et à se fournir aux États-Unis ou dans un autre pays. Donc, l'impact économique d'ensemble de ce type de couverture est négatif.

Si vous parlez de couverture financière, 90 p. 100 de nos membres dans le secteur manufacturier sont des petites et moyennes entreprises. Soixante pour cent comptent moins de 100 employés. Nous attendons des petites entreprises qu'elles soient financièrement expertes sur le plan exportation et du développement des marchés, expertes en génie et gestion de produits et rationalisation des opérations. Mais comme petites entreprises, elles n'ont pas la capacité de se couvrir financièrement.

Les grosses sociétés, bien entendu, ont recours à cette technique. Maintes entreprises de taille moyenne en font autant. Mais même pour les grosses sociétés, si elles se sont couvertes en février à une valeur de un pour un, si un contrat leur est payé lorsque le dollar a atteint 1,10 \$, cela représente quand même une perte de 10 p. 100. Et nul n'aurait pu prévoir que le dollar allait grimper aussi vite.

• (1615)

L'hon. Dan McTeague: Pour changer un moment de sujet — notre comité étudie également le secteur des services — j'entends dire sans cesse ici et là que le secteur manufacturier n'est pas nécessairement si important. Nous pouvons faire fabriquer nos bricoles en Chine et réussir néanmoins à préserver notre niveau de vie.

Dans quelle mesure vous est-il difficile, monsieur Myers, de convaincre les Canadiens — il n'est pas difficile de me convaincre moi et M. Carrie, nous qui avons deux grosses usines qui emploient la plus grande partie de nos électeurs — que la fabrication compte réellement pour le Canada?

Monsieur Nantais, peut-être voudrez-vous répondre également.

M. Jayson Myers: Je ne pense pas que nous ayons grande difficulté à convaincre les gens qui vivent dans des localités dépendantes de la fabrication de l'importance de l'industrie manufacturière. Mais dans d'autres collectivités et dans les grands centres urbains, où la contribution économique de la fabrication n'est pas si apparent, nous avons un défi considérable. Mais même à Toronto, la fabrication est le plus gros secteur d'activité. C'est donc extrêmement important.

Le deuxième graphique que j'ai projeté illustre justement la dépendance de divers secteurs — les secteurs des services ainsi que les secteurs primaires — à l'égard de la fabrication. Environ un tiers de tous les emplois de services techniques professionnels du pays — le génie, les services aux entreprises — dépendent directement de la fabrication pour leur clientèle. Près de 15 p. 100 des services sont dépendants de la fabrication. Il n'y aurait pas beaucoup de courtiers en valeurs mobilières s'il n'y avait pas des sociétés manufacturières cotées à la bourse. Il n'y aurait pas beaucoup d'agents des douanes s'il n'y avait pas des exportateurs pour expédier des marchandises au-delà de la frontière. C'est donc extrêmement important. Je pense que nous avons beaucoup...

Le président: Monsieur Myers...

Monsieur McTeague, vous souhaitiez que M. Nantais réponde également.

L'hon. Dan McTeague: Oui.

M. Jayson Myers: Nous avons beaucoup plus de mal à convaincre de cela les économistes du ministère des Finances.

L'hon. Dan McTeague: Merci.

Le président: Monsieur Nantais, je vous accorde 30 secondes.

M. Mark Nantais: C'est la même chose. Nous n'avons pas de mal à convaincre les gens dans les localités. Nous n'avons pas de problème à convaincre le gouvernement provincial ontarien de ce qui est en jeu au niveau de son moteur économique, l'industrie manufacturière. Ce n'est donc pas un problème pour nous. La difficulté, c'est de convaincre les autres, comme M. Myers l'a dit.

Vous savez, l'industrie automobile à elle seule représente 570 000 emplois, directs et indirects. Ajoutez à cela le secteur forestier, qui représente 820 000 emplois de plus. La fabrication est la pierre angulaire. Si nous la perdons, nous serons dans de beaux draps. Toute une série d'autres problèmes en découleront. Tout ce que je puis dire à ce stade c'est que nous n'avons aucune difficulté à convaincre les personnes et les localités qui vont être directement touchées par les pertes d'emplois.

Le président: Merci.

Merci, monsieur McTeague.

Nous allons passer à Mme Brunelle, s'il vous plaît.

[Français]

Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ): Merci, monsieur le président.

Bonjour, messieurs. Je vous remercie d'être présents parmi nous.

Ma question va d'abord s'adresser à M. Lazar.

J'ai particulièrement apprécié ce que j'appellerai votre plaidoyer en faveur de notre capacité de s'adapter à la mondialisation. Il est vrai qu'on manque souvent de prévisions et de courage. Je pense que si les entrepreneurs ont le courage d'entreprendre, les élus devraient avoir le courage d'intervenir.

Nous, au Bloc québécois, tentons de raisonner le gouvernement sur l'urgence d'agir, que ce soit pour régler la crise dans le milieu manufacturier ou celle du milieu forestier. On a consacré une journée de l'opposition à ce sujet. Je pose constamment des questions au gouvernement, mais je suis évidemment très déçue des réponses qu'on me donne. On parle de baisses d'impôt et du taux de chômage peu élevé. Il y a un manque de volonté politique.

Cela étant dit, il est vrai que le rapport du comité comportait des recommandations importantes et intéressantes. On parle, par exemple, d'offrir des mesures fiscales avantageuses aux entreprises qui vont dans les régions ressources, qui veulent se diversifier. L'idée d'offrir des prêts ou des garanties de prêts nous semble intéressante. Certains ont parlé ici de formation et de l'idée d'offrir des exemptions d'impôt. Toutes ces mesures peuvent être constructives.

Je vous demande donc de nous présenter des arguments supplémentaires en vue d'essayer de convaincre le gouvernement qu'il faut agir dès maintenant, qu'on n'a pas le temps d'attendre.

[Traduction]

Le président: Monsieur Lazar.

M. Avrim Lazar: C'est 820 000 emplois, nous sommes le plus gros employeur de Canadiens autochtones et le seul employeur de 300 localités. Je ne pense pas qu'aucun député ait besoin d'être convaincu de l'urgence d'agir ou du fait qu'il serait tout simplement irresponsable de laisser sombrer ce secteur par inaction. Je pense que nul ici n'ignore l'urgence de la situation.

Je crois que notre problème n'est pas un manque de motivation, c'est un manque de direction. Que faisons-nous? Quelle est la bonne solution? On tend à trouver de petites solutions: garantir un prêt par-ci, faire un peu de formation par-là. Il faut faire toutes ces choses, et nous avons besoin d'une action immédiate sur le remboursement des crédits de RS&DE et la prolongation de la DDP. Mais il nous faut aussi une vision beaucoup plus ambitieuse. Elle doit être axée sur les débouchés. Nous devrions avoir un programme conjoint gouvernement-industrie beaucoup plus ambitieux visant à pénétrer de nouveaux marchés et à pénétrer plus profondément les marchés existants. Nous n'investissons pas assez dans la recherche. Les gouvernements des pays concurrents consacrent beaucoup plus d'argent à la recherche forestière que nous. Il existe la possibilité de fabriquer de nouveaux produits, des papiers intelligents, de construire des bioraffineries. Nous avons les ressources naturelles, mais nous sous-investissons dans la recherche et dans les programmes d'application des résultats de la recherche.

Il y a donc le volet marketing, la recherche, la structure industrielle. Étrangement, nous pensons que si nous gardons les entreprises petites, avec une petite scierie dans chaque localité, d'une façon ou d'une autre cela nous aiderait à rester fort. Les petites scieries peuvent être excellentes et profitables, et les grosses peuvent être excellentes et profitables aussi, mais lorsque l'État dicte la structure de l'industrie, il se trompe presque inévitablement. Laissons le marché décider de la structure de l'industrie.

Le transport. Nous avons un transport ferroviaire tel que 90 p. 100 de nos usines sont captives d'un seul chemin de fer. Ces derniers font ce que font tous les bons monopoles: ils exploitent le client et lui donne un mauvais service. Nous ne pouvons nous permettre cela, avec un territoire aussi étendu.

On pourrait faire beaucoup de choses. Je ne pense pas qu'il y ait un manque de motivation. Je pense simplement que nous ne nous sommes pas organisés pour attaquer le problème à tous les niveaux, depuis les débouchés jusqu'à l'infrastructure, la structure de l'industrie et les ressources humaines.

Je vais encore une fois vous renvoyer à l'énoncé de vision que nous vous avons distribué à tous, et aussi au rapport d'un groupe de travail sur la compétitivité. L'industrie est prête à faire sa part. Vous autres ne pouvez résoudre le problème; l'industrie doit le résoudre de concert avec ses travailleurs. Mais nous ne pouvons pas y arriver seul; nous avons besoin d'un changement dans le climat économique.

Encore une fois, je pense que la seule façon de créer le sentiment d'urgence dont vous parlez, madame, consiste à établir un groupe de travail de parlementaires, en laissant de côté la politique partisane, qui va se demander ce qu'il convient de faire pour garder ces emplois au Canada dans un secteur où nous jouissons d'un avantage concurrentiel naturel. Et ensuite, il faut agir.

• (1620)

[Français]

Mme Paule Brunelle: Il est certain que pour nous, ce n'est pas une question de partisanerie. Trois-Rivières, dans mon comté, a été la ville du papier, et la région de la Mauricie vit beaucoup de la foresterie. Or, quand des entreprises ferment, comme ce fut le cas de l'usine Belgo à Shawinigan la semaine dernière, on assiste à des

dramas de famille, des drames humains. Comme député, c'est ce qu'on voit. Ça n'a rien à voir avec la partisanerie; il s'agit plutôt de trouver les meilleures solutions possibles.

Monsieur Myers, croyez-vous qu'on puisse agir rapidement? Vous nous dites que les solutions proposées par le Comité de l'industrie sont bonnes et intéressantes. Croyez-vous qu'elles puissent être adoptées et qu'on puisse surmonter certaines divergences un peu partisanses?

[Traduction]

Le président: Monsieur Myers, juste une courte réponse, s'il vous plaît.

M. Jayson Myers: Je pense que le fait que le Comité de l'industrie ait pu dégager un consensus montre à quel point ces questions sont importantes et urgentes et que nous pouvons rechercher des solutions ensemble. Je suis d'accord avec M. Lazar, il nous faut réaliser qu'en fin de compte c'est aux entreprises de faire les investissements, d'opérer les choix commerciaux, mais il faut aussi créer un climat d'affaires tel que l'on puisse non seulement réagir aux pressions monétaires à court terme mais permettre aux compagnies d'investir davantage dans les technologies nouvelles, les produits novateurs et le développement des compétences qui sont requis pour aller plus loin. Les problèmes causés par le dollar finalement ne font qu'illustrer combien il est important et urgent de démarrer ces investissements aujourd'hui et de mettre en place sans tarder les bonnes politiques.

Le président: Merci. *Thank you.*

Nous allons passer à M. Carrie.

• (1625)

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à vous remercier tous d'être venus. J'ai particulièrement aimé votre formule, monsieur Lazar, lorsque vous avez dit que notre pays a besoin d'une vision et que nous devons avancer. Je tiens à ce que vous sachiez que le gouvernement vous écoute aujourd'hui, tout comme nous l'avons fait l'an dernier. Nous avons réalisé cette étude sans précédent avec 22 recommandations. J'aimerais savoir ce que vous pensez de la manière dont le gouvernement suit 21 de ces 22 recommandations. Je veux faire une mise au point, car on ne cesse de répéter ici une affirmation fallacieuse, soit que nous aurions donné suite à seulement une recommandation. J'aimerais donc passer en revue certaines mesures que nous avons prises et vous demander votre avis sur ce que nous avons fait jusqu'à présent.

Vous avez mentionné la DDP pour la fabrication et nous avons effectivement mis en place l'amortissement sur deux ans. Le ministre des Finances a dit très clairement en public qu'il peut envisager d'augmenter cela.

Un programme amélioré de crédit d'impôt pour RS&DE. Les finances ont annoncé cet été que nous revoyons ce crédit d'impôt.

Pour ce qui est du secteur énergétique, nous recommandons de « revoir les politiques et les mesures réglementaires et fiscales pour s'assurer qu'elles contribuent davantage... à l'exploitation de sources d'énergie propres et renouvelables ». Nous avons lancé l'initiative d'énergie renouvelable écoÉNERGIE, imposant l'emploi de carburant renouvelable, offrant des encouragements aux producteurs, investissant dans les carburants renouvelables au Canada, nous avons les programmes écoFIDUCIE, l'initiative technologique écoÉNERGIE, la Canada School of Sustainable Energy. Nous avons élargi les équipements de la catégorie CCN 43.2. Le CRSNG et le CNR prévoient des investissements majeurs dans le secteur des énergies propres et renouvelables.

Sur le plan de la main-d'oeuvre, l'on nous a demandé de créer une agence pour l'évaluation et la reconnaissance des titres de compétences étrangers. Nous avons confirmé notre engagement en créant le Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers, qui est devenu opérationnel le printemps dernier.

Améliorer le programme des travailleurs étrangers temporaires. On nous a demandé de faire cela. Le programme sera amélioré conformément à l'annonce faite dans le budget 2007, mais nous veillons à ce que les perspectives d'emploi des Canadiens ne soient pas réduites pour autant.

Toujours au niveau de la main-d'oeuvre, offrir des crédits d'impôt ou autres mesures aux entreprises qui financent la formation de leurs employés. Nous avons fait cela dans le budget 2006-2007.

Accroître le soutien aux étudiants de niveau postsecondaire et aux boursiers postdoctoraux faisant de la recherche dans l'industrie. Nous avons fait de nombreuses annonces à cet égard, relativement au programme des jeunes et au CRSNG; le Transfert canadien en matière de programmes sociaux affiche des montants records transférés aux provinces; amélioration des programmes de prêts aux étudiants, nouveaux programmes d'internat en R-D industrielle; financement des conseils subventionnaires...

Des voix: [Note de la rédaction — Inaudible]

Le président: À l'ordre.

Ce temps appartient à M. Carrie.

M. Colin Carrie: C'est mon temps. Et j'ai entendu répéter à maintes et maintes reprises que nous n'avons suivi qu'une seule. J'aimerais continuer.

Sur le plan des échanges commerciaux, publier toutes les analyses des grands impacts de tout accord de libre-échange avec la Corée du Sud et l'Association européenne de libre-échange. Nous avons procédé à des consultations poussées. J'aimerais rappeler qu'il n'y a pas encore conclusion d'un accord de libre-échange avec la Corée, uniquement des négociations. Si vous regardez la rapidité avec laquelle nous avançons, les Américains ont conclu leur accord de libre-échange avec la Corée en un temps record. Nous n'allons pas signer d'entente qui ne soit pas bonne pour le Canada — ni aucun autre accord de libre-échange qui ne soit pas bon pour le Canada.

Ensuite nous avons « effectuer un examen interne des politiques et pratiques canadiennes en matière de mesures antidumping et compensatoires ». Nous avons examiné ces mesures et continuerons à les revoir périodiquement.

Ensuite il y a « modifier la Loi sur le droit d'auteur, ratifier le Traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur le droit d'auteur; assurer des ressources d'exécution suffisantes... pour la lutte contre la prolifération de la contrefaçon ». Là encore, nous travaillons avec nos homologues étrangers et nous

avons mené des études ici au Comité de l'industrie et à celui de la sécurité publique sur le problème de la contrefaçon.

Sur le plan de la réglementation, « mettre en oeuvre une réglementation intelligente ». Nous travaillons déjà là-dessus. Nous sommes en négociation constante avec les États-Unis et le Mexique. Nous réduisons le nombre des remises et déclarations fiscales pour plus de 350 000 entreprises. Nous collaborons avec les provinces et territoires en vue de l'élargissement de la TLMA.

On nous a demandé de conduire des négociations sur la mise en oeuvre de règlements sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique. Nous avons annoncé un cadre réglementaire, comprenant des objectifs et des mécanismes de conformité pour les émissions industrielles de gaz à effet de serre.

Mettre en oeuvre la Loi sur les frais d'utilisation: nous appliquons cette loi.

Sur l'infrastructure, le comité demande... 22 recommandations. Nous en avons demandé trois.

Annoncer la politique nationale sur les points d'entrée et les corridors. Nous approuvons le rapport du comité et débloquons des crédits records, dont 2,1 milliards de dollars pour un nouveau fonds pour les points d'accès et les postes frontaliers et 400 millions de dollars pour Windsor-Detroit.

Améliorer les voies EXPRES et l'infrastructure. Nous faisons cela.

Définir le financement pour Windsor-Detroit. J'ai déjà dit que nous faisons cela. C'était dans le budget de 2007.

Recherche et développement. On nous a demandé d'examiner les recommandations du Groupe d'experts sur la commercialisation. Budget 2007, les annonces S et T, les capitaux risques, les améliorations du traité commercial canado-américain, le financement de démarrage de la BDC, le financement de nouveaux centres d'excellence — je pourrais dresser une liste interminable à cet égard — accroissement des bourses, attirer les talents à l'étranger.

Financement pour amener les entreprises, les pouvoirs publics et les établissements postsecondaires à focaliser sur la R-D dans les entreprises; le CRSNG, les programmes du NRC, y compris les grappes d'internats coopératifs — nous avons fait cela.

Remplacer le PTC. Nous avons reconnu l'importance de l'innovation et nous vous renvoyons aux initiatives ISAD et écoÉNERGIE.

Pour ce qui est de revoir les niveaux de financement des réseaux de centres d'excellence et la suppression de la clause de temporisation, cela est en cours d'évaluation.

Enfin, la dernière recommandation, la 22^e, préconisait de continuer de financer l'infrastructure de recherche par l'intermédiaire de la FCI. Là encore, le budget de 2007 a accordé 510 millions de dollars à la FCI pour organiser davantage de concours avant 2010 et 600 millions de dollars de plus devraient provenir d'autres sources.

Messieurs...

• (1630)

Le président: Merci, monsieur Carrie. Votre temps est écoulé.

M. Colin Carrie: Est-ce que j'ai réussi à tout caser?

Merci beaucoup.

Le président: Malheureusement, cela aura été une déclaration.

M. Colin Carrie: Je veux savoir s'ils considèrent cela comme une action rapide...

Le président: Non.

M. Avrim Lazar: Pas de réponse, d'accord.

Le président: Non.

À l'ordre, à l'ordre.

Nous allons passer à Mme Nash, s'il vous plaît, pour six minutes.

Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD): Merci, monsieur le président.

Bienvenue à tous les témoins.

Monsieur Myers, vous avez mentionné que la fabrication est le plus gros secteur à Toronto. Cependant, nous avons perdu plus de 125 000 emplois industriels au cours des dernières années.

Je relève dans votre texte que les emplois manufacturiers sont assortis de salaires supérieurs de 25 p. 100 en moyenne à ceux des autres secteurs. Bien entendu, nous avons rencontré cette semaine le secteur des services et j'ai noté que le salaire dans l'industrie des aliments et des boissons est d'environ 300 \$ par semaine, soit bien moins que la moyenne. Alors que le gouvernement prétend qu'il n'y a pas de problème dans l'économie parce que les salariés peuvent trouver d'autres postes, souvent ces emplois sont très mal rémunérés.

Le rapport récent de Centraide mettait en lumière la pauvreté croissante dans la ville de Toronto, un taux double de celui de beaucoup d'autres villes. Beaucoup tirent un trait sur le secteur manufacturier en disant que nous allons passer à une économie du savoir, autant laisser la Chine construire les choses, nous ferons autre chose ici. Comment réagissez-vous à ce genre de propos? Mon souci est que nous négligeons un secteur crucial et laissons passer l'occasion de réellement aider l'industrie à se repositionner dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

J'aimerais entendre vos réactions, s'il vous plaît?

M. Jayson Myers: Je pense que c'est juste et il est certainement faux de penser que les problèmes touchant la fabrication ne vont pas se répercuter sur d'autres secteurs de l'économie. Comme le signale le rapport de Centraide à Toronto, l'une des raisons du taux croissant de paupérisation à Toronto est la disparition des emplois industriels.

Je pense que nous vivons avec un faux sentiment de sécurité dans ce pays, car s'il y a certes eu des coupures d'emplois considérables dans le secteur manufacturier, ce qui représente pour nous une grave préoccupation, dans l'ensemble le niveau des ventes et expéditions est resté relativement stable au cours des quatre dernières années. Cela signifie que tous ces autres secteurs dépendant de la fabrication en dépendent toujours. Les emplois dans les secteurs des services se sont maintenus car le résultat d'ensemble du secteur manufacturier n'a pas tellement changé, sur le plan des ventes totales. Si nous commençons à enregistrer des baisses de production, l'on constatera les retombées sur les autres secteurs et je pense que cela sera extrêmement difficile. On commence déjà à en voir l'amorce en Ontario, à Toronto, du fait des emplois perdus.

Mme Peggy Nash: Pourrais-je vous demander une autre chose? J'ai entendu votre intervention et d'autres au Comité des finances et un élément qui m'a frappé est que les pertes d'emplois et faillites aujourd'hui reflètent les conditions qui régnaient il y a des mois ou même des années. Donc, pour ce qui est de l'impact total de cette tempête parfaite, de l'ouragan de niveau 6 dont on parlait tout à l'heure, nous n'en avons pas encore ressenti tout l'impact car il se fera sentir seulement dans les mois ou les années qui viennent.

À quelles répercussions de la situation actuelle faudra-t-il nous attendre si rien ne change?

M. Jayson Myers: Je crois que vous avez raison. L'impact de l'envolée récente du dollar ne s'est pas encore manifesté, et nous

verrons d'autres fermetures d'usines et licenciements. Je pense que les six à huit prochains mois seront cruciaux. Je m'attends malheureusement à près de 50 000 emplois perdus d'ici juin, rien que dans le secteur manufacturier. Mais comme je l'ai dit, si nous commençons à enregistrer des baisses de production ailleurs, nous en verrons des répercussions dans les autres secteurs aussi et dans beaucoup de localités.

Mon souci ici n'est pas seulement le niveau des salaires — là encore, nous voyons un passage d'emplois à haut salaire à des emplois à bas salaire — mais aussi un passage d'emplois à forte productivité à des emplois à faible productivité, et ensuite nous nous demandons pourquoi le niveau de productivité globale de l'économie chute et pourquoi la Banque du Canada dit que notre capacité globale chute et que donc il faut garder les taux d'intérêt élevés pour prévenir l'inflation. Tout cela fait partie du même problème.

• (1635)

Mme Peggy Nash: Merci.

Je n'aurai pas le temps de poser toutes mes questions, mais, monsieur Nantais, je vais peut-être juste vous demander ceci. Vous dites que nous reculons dans le classement par volume des pays producteurs d'automobiles et que nous sommes au septième rang. Je crois que nous étions sans doute en meilleure place il y a quelques années et nous ne cessons de reculer. Vous dites que les autres pays appuient l'investissement dans la construction automobile. Pouvez-vous nous donner quelques exemples d'autres juridictions qui non seulement appuient la construction automobile mais dans certains cas se concurrencent même entre elles pour attirer ces investissements?

M. Mark Nantais: Cela peut prendre de nombreuses formes différentes à l'étranger. Je vous ai donné l'exemple de l'Australie, qui prend les recettes des droits d'importation et les réinjecte dans l'industrie nationale.

Chaque juridiction qui soit possède une industrie automobile soit en souhaite une fournit des encouragements sous une forme ou une autre. Elles reconnaissent que l'industrie automobile représente un solide noyau économique pour l'emploi et produit davantage de retombées que virtuellement toute autre industrie. Il est donc très intéressant de mettre en place des régimes réglementaires, des régimes fiscaux, etc. qui améliorent le climat d'investissement et, de ce fait, c'est là où vont les investissements. Beaucoup d'investissements que nous aurions pu avoir au Canada sont allés ailleurs.

Par exemple, il fut un temps où les États américains du sud étaient très en vogue. Pourquoi? Parce que les autorités de ces États, et parfois même le gouvernement fédéral, mettaient des sommes importantes sur la table.

À cette époque, lorsque nous avons engagé KPMG par l'intermédiaire du Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile pour examiner précisément ce scénario, nous étions concurrentiels sur tous les fronts, sauf lorsque quelqu'un mettait de l'argent sur la table. Une fois qu'un gouvernement faisait cela, nous perdions la partie. C'est pourquoi il est si important d'avoir en place ces divers soutiens pour l'avenir.

J'ai indiqué qu'à l'étranger, la construction automobile dans maintes juridictions connaît un essor énorme. Pourquoi ne pourrions-nous pas nous positionner au Canada, avoir des usines au Canada construisant des produits de qualité mondiale pour les exporter sur ces marchés? C'est pourquoi nous avons investi quelque 8 milliards de dollars, en particulier chez Chrysler, Ford et General Motors, pour réaménager des usines et en faire les installations de production parmi les plus flexibles et les plus performantes au monde, afin de continuer non seulement à vendre des véhicules aux États-Unis mais à d'autres marchés étrangers. C'est pourquoi tout cela est si important, à mon avis.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Brison, pour cinq minutes, je vous prie.

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Merci à tous d'être venus comparaître aujourd'hui. Je suis intéressé par ce que vous avez à nous dire sur certains de ces enjeux.

Il a été question de la compétitivité fiscale. Nous n'avons pas eu de réforme fiscale de grande envergure au Canada depuis la Commission Carter en 1971, à l'exception de la mise en place de la TPS, qui représentait un déplacement du fardeau fiscal au détriment de la consommation et au profit du capital et de l'investissement et des impôts sur le revenu des personnes et des sociétés.

Qu'est-ce qui contribuerait le plus à la compétitivité de vos sociétés membres, particulièrement dans le secteur manufacturier mais aussi plus généralement — et là je m'adresse à la Chambre de commerce, monsieur Beatty —: une baisse de 1 p. 100 de la TPS valant 6,5 milliards de dollars, ou bien d'utiliser ce montant pour réduire plus sensiblement les charges fiscales pesant sur les revenus personnels et ceux des sociétés, ainsi que l'investissement et le capital?

Le président: Monsieur Beatty.

L'hon. Perrin Beatty: Merci beaucoup de cette question, monsieur Brison.

À l'évidence, notre priorité n'était pas une baisse de la TPS. Mais nous avons été ravis que le ministre des Finances, dans sa Mise à jour économique, annonce toute une série de mesures. Elles comprenaient la TPS, mais allaient notamment plus loin et nous avons jugé que c'était un pas en avant important.

S'agissant de la compétitivité fiscale, une mesure importante serait l'harmonisation des taxes de vente provinciales avec la TPS. Dans la lettre que j'ai adressée au premier ministre fédéral et aux premiers ministres provinciaux le 20 novembre, j'appelais ces derniers à procéder à cette harmonisation. Cela représenterait, rien qu'en Ontario, une amélioration sensible de la compétitivité de l'industrie.

• (1640)

L'hon. Scott Brison: Que pensez-vous de l'action du gouvernement relativement à la déductibilité des intérêts des placements étrangers? C'est une mesure fiscale qui ne rapporte rien au gouvernement canadien mais rapporte aux gouvernements étrangers et place les sociétés canadiennes en situation défavorable par rapport à leurs concurrentes étrangères. Qu'en pensent vos membres?

L'hon. Perrin Beatty: La chambre a eu des contacts avec le gouvernement sur ce sujet au cours des derniers mois. Je vais m'effacer devant M. Murphy, qui pourrait vous expliquer certaines des activités qu'il a menées à cet égard.

M. Michael Murphy (vice-président exécutif, Politiques, Chambre de commerce du Canada): Certainement. C'est une question réellement importante.

Lorsque la mesure a été annoncée, elle nous a beaucoup préoccupés et nous nous y sommes fermement opposés. Si vous regardez l'optique de cette mesure, par rapport aux paradis fiscaux, nul ne va contester qu'il fallait trouver des remèdes. Mais la solution proposée allait beaucoup plus loin que cela et c'était notre objection. Si votre objectif général est d'encourager l'investissement des entreprises canadiennes soit ici soit à l'étranger afin qu'elles deviennent plus compétitives, cette mesure faisait exactement le contraire.

Nous avons donc de profondes réserves.

L'hon. Scott Brison: L'objectif des bureaucrates des finances semble être de boucher toutes les fissures du bateau et ils sont obnubilés par les fuites fiscales. Mais au bout du compte il n'y aura plus personne dans le bateau, et c'est là le problème avec une focalisation aussi étroite. Ils ne tiennent pas compte de la compétitivité à long terme.

Monsieur Lazar, vous avez mentionné l'abondance de nos richesses naturelles et l'avantage qu'elles représentent pour notre économie. J'aimerais connaître votre point de vue, ou peut-être celui de M. Myers pour le compte du secteur manufacturier, sur la notion que notre richesse en ressources naturelles crée peut-être au Canada un syndrome néerlandais, avec un renchérissement des coûts dans les autres secteurs.

M. Avrim Lazar: On peut certes considérer à juste titre que l'augmentation rapide des prix pétroliers, qui permettent cette envolée du dollar, crée un risque énorme pour le restant de l'économie. Quiconque a suivi les marchés pendant assez longtemps sait que tout ce qui monte doit descendre. On pense d'abord que cela ne va jamais s'arrêter; lorsque notre monnaie frôlait les 1,10 \$, les gens se disaient qu'il y avait là une tendance.

Il faut diversifier les bases de la richesse. C'est une erreur fondamentale que de considérer les nombres d'emplois fondés sur une économie pétrolière sans réaliser à quel point cela est nuisible à l'infrastructure diversifiée de l'économie.

Je tiens à réitérer ce que Mme Nash a dit: nous n'avons pas encore vu l'impact. L'investissement dans l'industrie forestière d'aujourd'hui assure les emplois de demain, et les gens regardent vers le sud. Les décisions d'AbitibiBowater reflètent la politique commerciale canadienne — et nous avons le choix: soit nous attirons les capitaux d'investissement ici soit nous les laissons filer ailleurs.

Mais nous n'avons pas encore ressenti l'impact du dollar fort sur notre climat économique. Les entreprises ne ferment pas leurs usines le plus vite qu'elles peuvent, elles cherchent à les faire tourner le plus longtemps possible. Mais si les investissements ne se font pas chez nous, nous en ressentirons les séquelles plus tard, et le moment de commencer à inverser le flux des investissements en faveur du Canada... voyez-vous, 15 h 15 serait bien.

Le président: Merci.

Je vous remercie, monsieur Brison.

Nous allons passer à M. Van Kesteren.

M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être venus.

Monsieur Lazar, je tiens à vous féliciter. Je trouve souvent que lorsque les représentants de l'industrie viennent nous voir, la sincérité est absente de la table. Vous avez été très francs et j'ai apprécié lorsque vous avez dit avoir laissé passer une occasion lorsque notre dollar était à 65 cents, et vous le reconnaissez.

Les pouvoirs publics doivent également en assumer la responsabilité. Vous avez tout à fait raison, nous vendons tout au prix de gros, et tout d'un coup nous vendons au prix de détail et ne savons pas quoi faire.

Je trouve votre recommandation excellente. On tend à oublier cela. On tend à blâmer un gouvernement, et puis l'autre : « C'est l'ancien gouvernement qui était à la barre lorsque cela se passait; il aurait peut-être dû... » lever une taxe. Ou « Que fait donc ce gouvernement? »

J'aime votre recommandation de travailler de concert, je la trouve merveilleuse. C'est ainsi que nous, au comité, avons fait notre meilleur travail.

Je vais adresser ma prochaine question à M. Nantais. Je dois vous demander ceci : Avons-nous commis la même erreur dans le secteur automobile? Je sais que l'on en parle également. Lorsque nous avions tous ces avantages, avons-nous laissé filer l'occasion?

Voilà ma question initiale. Ma suivante sera pour demander ce que nous pouvons faire. Croyez-moi, nous voulons tous que l'industrie automobile nord-américaine reparte et s'épanouisse. Mais avons-nous commis la même erreur et, si oui, pouvons-nous encore la rectifier?

• (1645)

M. Mark Nantais: Lorsque vous demandez si nous avons commis la même erreur, je ne sais pas trop de quoi vous parlez. Ne pas investir lorsque le dollar était faible...? Je suppose que l'on pourrait nous le reprocher, comme n'importe quelle autre branche du secteur manufacturier.

M. Dave Van Kesteren: Je dis que lorsque nous avons tous ces avantages, lorsque les trois grands étaient les trois grands, avons-nous peut-être insuffisamment investi dans la R-D?

M. Mark Nantais: Permettez-moi de répondre à cela, absolument, car les trois grands sont les seuls à avoir investi dans la R-D au Canada jusqu'à présent. Nous avons des milliards de dollars investis actuellement dans les installations de recherche-développement ici même, au Canada. Aucune autre compagnie n'a cela.

Lorsque vous regardez les cycles de conception et fabrication dans notre industrie, une usine n'est réellement bonne que pour cinq ans. Cela signifie que tous les cinq ans il faut réinvestir dans l'usine, et chaque fois que l'on réinvestit, on fait plusieurs choses. On améliore le rendement écologique de cette usine; pour soutenir la concurrence, on améliore la productivité et la compétitivité de cette usine. Aussi, peut-être peut-on nous adresser quelques critiques, mais n'oubliez pas la nature de notre secteur d'activité — il est de nature mondiale et nous devons rester compétitifs. Beaucoup d'investissements ont été consentis.

Par exemple, nous avons probablement reçu au Canada une part disproportionnée des nouveaux investissements, par rapport aux États-Unis. Je dirais que nous avons été plutôt bien servis.

Vous demandez si l'on peut réparer. En ce moment, je pense que nous avons plusieurs outils à notre disposition. Nous avons le Comité de l'industrie, et je me souviens m'être trouvé à cette table aux côtés de nombre de ces personnes et nous avons fait la promotion de votre rapport. Tout ce qui figure dans ce rapport doit être mis en oeuvre d'urgence.

Pour ce qui est du secteur automobile plus précisément, vous aussi avez les outils à portée de la main. Le Conseil du partenariat pour le secteur canadien de l'automobile a publié un rapport intitulé *Un appel à l'action: cadre pour une stratégie automobile canadienne*. Ce rapport propose une vision. Il présente une série de recommandations qui sont toujours valides pour notre industrie et le sont aussi pour beaucoup d'autres industries. Nous aimerions que vous l'examiniez de plus près, aux fins d'une stratégie automobile globale, qui comprendrait des soutiens à l'investissement.

Je pense que vous avez les outils au bout des doigts. Il faut se retrousser les manches et mettre en place une stratégie automobile qui nous positionne ici pour le long terme de manière compétitive afin que nous, au Canada, puissions tirer profit de ce qui se passe dans le monde.

Le président: Monsieur Van Kesteren, vous avez une minute, mais M. Myers souhaite répondre. Je m'en remets à vous.

M. Jayson Myers: J'aimerais juste démentir l'idée fautive voulant que les fabricants n'investissent pas. À la fin de années 90, il y avait 25 milliards de dollars par an en technologie nouvelle et R-D. C'est le secteur qui était en croissance à l'époque et qui a créé 650 000 nouveaux emplois. C'était un secteur qui a effectué quelques ajustements.

Le président: Il vous reste 30 secondes.

M. Dave Van Kesteren: Monsieur Beatty, j'aimerais avoir votre point de vue. Nous avons parlé d'investissements étrangers, et nous voulons faire du Canada le meilleur pays où investir, par le biais d'Avantage Canada et de la Mise à jour économique. Nous engageons-nous là dans la bonne direction ou bien devrions-nous cibler des fabricants ou des secteurs particuliers de l'économie?

L'hon. Perrin Beatty: Il faut considérer la performance de l'économie canadienne dans son entier et mettre en place les bons fondamentaux.

Nous devons veiller à avoir une main-d'oeuvre qualifiée et compétitive dans notre pays; nous devons faire en sorte que notre frontière fonctionne correctement; nous devons veiller à avoir un système fiscal et réglementaire concurrentiel. L'accent doit réellement être mis sur les facteurs fondamentaux qui s'appliquent dans tout le Canada. Tous les secteurs d'activité bénéficieront de cela.

Il peut y avoir des domaines particuliers où nous souffrons de conditions de concurrence inégales, des domaines où nos concurrents étrangers sont subventionnés ou bien où existe une inéquité. À l'évidence, ceux-là exigeront une attention spéciale, mais ce qui importe c'est d'assurer que le pays tout entier offre un climat d'investissement qui le rende attrayant pour les investissements tant étrangers que nationaux. Cela suppose de bien régler les fondamentaux.

• (1650)

Le président: Merci, monsieur Van Kesteren.

Nous allons passer à M. Vincent.

[Français]

M. Robert Vincent (Shefford, BQ): Merci, monsieur le président.

Vous avez dit plus tôt que les formations politiques devraient travailler ensemble. On a travaillé pendant un an avec tous les acteurs du secteur manufacturier pour établir un plan de 22 recommandations — ce rapport-ci.

Le secrétaire parlementaire a énuméré plus tôt toutes sortes de mesures. Sauf que, parmi les 22 recommandations que le secteur nous a dictées, une seule a été retenue, mais à moitié.

Vous parlez de partisanerie. Nous sommes effectivement des partisans. Nous faisons de la partisanerie, c'est sûr. Cependant, nous sommes là pour défendre votre secteur, le secteur manufacturier, et pour mettre en oeuvre ces 22 recommandations. Voilà ce que nous voulons faire. Si c'est ça, de la partisanerie, nous sommes effectivement des partisans, mais de votre secteur.

Nous voulons donner une autre chance à ce gouvernement et à ces partis politiques par le truchement d'un nouveau projet de loi. Je vous en fais l'annonce. Il s'agit du projet de loi C-411, qui en est à la deuxième lecture.

Souvent on entend les manufacturiers dire qu'il y a du dumping de la part de la Chine, que nos marchés sont affublés d'une foule de produits et qu'ils sont incapables de rivaliser.

Ce projet de loi va faire en sorte que les produits en provenance de la Chine seront soumis à cinq critères d'analyse. Ce sont les mêmes cinq critères retenus par l'Union européenne et les États-Unis. Étant donné que ces cinq critères sont valables pour ces deux pays, le Canada devrait les adopter. Il devrait avoir les mêmes cinq critères d'analyse, peu importe le pays. Actuellement, on en a un seul et on n'est même pas en mesure de reconnaître s'il y a une économie de marché en provenance de la Chine ou d'autres pays. On n'a pas assez de critères.

Avez-vous entendu des gens de votre secteur dire que les exportations de la Chine entraînent en conflit directement avec votre secteur manufacturier?

[Traduction]

M. Jayson Myers: Si je puis répondre en premier, le dumping et le subventionnement des produits nous arrivant aujourd'hui de Chine et d'autres pays sont des problèmes très importants qui préoccupent un certain nombre de branches à l'intérieur du secteur manufacturier. Au Canada, plusieurs industries sont touchées.

La détermination de ce qui constitue une économie de marché est cruciale pour le fonctionnement de notre système de recours commerciaux, la détermination de ce qui est un commerce équitable et inéquitable, et l'application des règles commerciales convenues dans les accords commerciaux. Les critères que vous avez énumérés dans votre projet de loi, monsieur Vincent, sont ceux employés par l'Union européenne et un certain nombre d'autres pays de l'OCDE. C'est extrêmement important, car si un pays est reconnu avoir une économie de marché, il incombe alors aux sociétés canadiennes de prouver qu'il y a subvention ou dumping. Dans le cas de certaines économies, comme celles de la Chine, c'est très difficile aujourd'hui à prouver.

C'est un enjeu très important et qui va au coeur de l'une des recommandations de votre comité, soit d'assurer le respect des règles commerciales que nous négocions dans nos accords commerciaux.

[Français]

M. Robert Vincent: Il me reste combien de temps, monsieur le président?

Le président: Deux minutes.

M. Robert Vincent: J'ai lu dans votre document, celui de la Chambre de commerce du Canada, que les réductions d'impôt aidaient le secteur manufacturier.

Combien d'entreprises peuvent bénéficier de ces réductions d'impôt? Car si l'on ne paie pas d'impôt, on n'a pas besoin de

réductions d'impôt. Cela signifie que seule une certaine population dans un secteur donné bénéficiera de ces réductions.

Des manufacturiers vous ont-ils rencontré pour vous dire que ces réductions d'impôt n'avaient aucune incidence sur eux, puisqu'ils ne payaient pas d'impôt étant donné qu'ils ne faisaient pas d'argent, et que d'autres mesures devraient se greffer à cela?

J'aimerais vous entendre là-dessus, monsieur Beatty.

L'hon. Perrin Beatty: Merci, monsieur Vincent.

[Traduction]

Je ne pense pas que vous trouviez de fabricants pour critiquer la baisse des impôts. Ce qu'ils vous diront, c'est qu'il faut trouver des façons d'aider aussi les fabricants qui ne payent pas d'impôts parce qu'ils ne dégagent pas aujourd'hui de profits.

M. Myers a évoqué une proposition qui a été faite, particulièrement dans le secteur automobile. Et je pense que le gouvernement devrait chercher des façons de permettre aux entreprises qui ne sont pas profitables aujourd'hui de tirer parti de certaines des réductions et de les utiliser pour financer leur rétablissement économique.

Les crédits de RS&DE sont clairement un autre volet. En rendant remboursables les crédits de RS&DE, on encouragerait beaucoup plus les gens à effectuer les importants investissements dans l'innovation qui sont la clé de notre réussite future. Vous avez donc tout à fait raison de dire qu'il existe des acteurs dans le secteur manufacturier, mais aussi dans d'autres, qui ne bénéficient pas directement des baisses d'impôt et qui ont besoin d'autres mesures de soutien.

J'arguerais donc qu'il faut rechercher de façon générale des mesures qui vont aider toute l'industrie, sans exception.

● (1655)

[Français]

Le président: Merci, monsieur Vincent.

[Traduction]

Nous allons passer à M. Arthur, s'il vous plaît.

M. André Arthur (Portneuf—Jacques-Cartier, Ind.): Merci.

Monsieur Myers, dans quelle mesure les effets néfastes de cette super tempête sont-ils liés au fait que pendant très longtemps nous avons eu un dollar canadien faible, ce qui équivalait à une subvention donnée aux fabricants et exportateurs? Et aujourd'hui la subvention s'est évaporée parce que le dollar s'est apprécié et ils ne parviennent pas à s'adapter à cela. Dans quelle mesure le problème se poserait-il si la hausse avait été moins rapide et si le dollar canadien avait commencé à grimper plus tôt?

M. Jayson Myers: Je n'appellerais pas cela une subvention, mais il est clair que la faiblesse du dollar canadien a eu un effet très bénéfique sur la fabrication au Canada. Elle a gonflé la production manufacturière. Elle a rendu le secteur manufacturier beaucoup plus attractif pour l'investissement. Tout au long des années 1990, notre secteur manufacturier a connu la croissance la plus rapide de tous les pays développés du monde grâce à cela.

Vous faites une autre remarque très judicieuse, à savoir que ce n'est pas nécessairement le niveau de notre dollar qui pose problème; c'est sa majoration très rapide, qui équivalait pour nous à une baisse de prix de 65 p. 100 en quatre ans. C'est un mouvement de 20 à 25 p. 100, selon le cours du jour, au cours des cinq ou six derniers mois. Il est très difficile d'ajuster la structure de coûts et la structure de tarification à une majoration très rapide.

M. André Arthur: Monsieur Nantais, est-il possible qu'aujourd'hui encore une voiture construite au Canada par l'un des deux géants soit vendue chez nous à un prix supérieur à celui payé par un consommateur américain? Est-ce encore possible? Cela l'était il y a deux semaines.

M. Mark Nantais: Merci de cette question.

Monsieur Arthur, premièrement, je ne peux parler des prix des véhicules. J'en suis empêché, du fait de mon rôle et de celui de l'association, par la Loi sur la concurrence. Mais je peux dire que, comme vous l'avez lu dans les journaux, les constructeurs automobiles réagissent à cet écart de prix par différents moyens. Certains d'entre eux ont individuellement décidé de réduire les prix. D'autres ont, à la place ou parallèlement, offert certaines incitations pour éliminer ce différentiel. Certains véhicules ont un différentiel plus grand que d'autres et, très franchement, nous recommandons à tout consommateur qui s'aventure aux États-Unis de faire très attention et de bien réfléchir aux ennuis qu'il pourrait rencontrer.

Nous avons toujours, par exemple, des règlements propres au Canada. Les plus récents sont les immobilisateurs antivol, par exemple. Nous avons promulgué au Canada un règlement qui n'existe pas aux États-Unis et, de ce fait, de nombreux consommateurs se voient arrêtés à la frontière et confrontés à la possibilité de devoir renvoyer ces véhicules aux États-Unis, à leurs frais.

M. André Arthur: Je ne parlais pas de cela, monsieur. Je parlais d'une voiture achetée au Canada à un prix supérieur à celui de la même voiture, toujours construite au Canada, vendue à un consommateur américain.

M. Mark Nantais: Vendue à un consommateur américain?

M. André Arthur: Je pose la question car vous comparez devant un comité et dites que le gouvernement canadien devrait être très attentif à vos besoins. Et ce gouvernement est élu par les consommateurs, qui sont nos électeurs, et nous devons faire admettre à ces électeurs que le gouvernement accorde des faveurs à l'industrie automobile à cause du cours du dollar canadien. Pourtant, cette même industrie persiste à écorcher vif des consommateurs qui veulent seulement acheter une voiture construite au Canada.

Comprenez-vous que cela ait un certain effet sur le soutien que le gouvernement rencontrera auprès du public s'il veut vous aider?

• (1700)

M. Mark Nantais: Je ne suis pas sûr d'approuver votre analogie. Il faut séparer la tarification des véhicules de l'investissement dans la construction automobile. Ce sont des questions totalement distinctes. Mais je comprends pourquoi vous dites que cette perception pourrait exister. Il faut simplement distinguer entre l'investissement dans la construction automobile et le prix des véhicules.

Mais où étaient les Canadiens lorsque le dollar canadien était bas? Lorsqu'ils achetaient les véhicules moins chers qu'aux États-Unis, est-ce que quelqu'un se plaignait à l'époque?

M. André Arthur: Aujourd'hui est aujourd'hui.

M. Mark Nantais: Aujourd'hui est aujourd'hui, et hier était hier.

M. André Arthur: Me reste-t-il du temps?

Le président: Vous avez 20 secondes.

M. André Arthur: Monsieur Beatty, le Canada devrait-il avoir honte de son dollar fort?

L'hon. Perrin Beatty: Non, personne ne dit que le Canada devrait avoir honte de son dollar fort, monsieur Arthur.

Je pense que l'important pour nous est d'avoir conscience de l'effet du dollar fort. Nous pensons que si le dollar fort reflétait des améliorations de la productivité, ce ne serait nullement un problème; ce serait même une source de grande fierté pour les Canadiens. Je pense que la crainte de nombreux Canadiens, et celle des entreprises canadiennes en particulier, est que cette appréciation spectaculaire du dollar canadien ne reflète pas une amélioration correspondante de la productivité des entreprises canadiennes. Il faut combler cet écart si nous voulons protéger l'emploi au Canada.

M. André Arthur: Merci.

Le président: Merci, monsieur Arthur.

Nous passons à M. Masse.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci de m'accueillir. Comme une vilaine éruption de peau, je suis de retour.

Des voix: Oh, oh!

M. Brian Masse: Je vais commencer avec M. Beatty.

En regardant votre dossier de présentation ici, vous...

L'hon. Perrin Beatty: Ce n'est pas ma présentation. J'ai changé de poste, monsieur Masse.

M. Brian Masse: Oh, désolé. Oui, c'est juste.

J'ai l'imprimé ici, et j'aimerais votre opinion à ce sujet, et peut-être aussi celle de Jayson.

Félicitations pour votre nomination récente.

Je lis ici: « Le gouvernement ne peut rien faire pour freiner la dépréciation du dollar US ou stimuler l'économie américaine ». Je ne sais pas si on en a parlé ici ce soir, mais les États-Unis jouent avec leur monnaie. Les autorités sont intervenues de différentes façons pour l'affaiblir. On a dit cela au sujet d'autres monnaies — le yen japonais, la monnaie chinoise, etc. — mais je pense qu'il ne fait aucun doute qu'il y a une volonté aux États-Unis de manipuler le dollar.

Ne faudrait-il pas au moins parler du fait que ces mouvements monétaires sont provoqués et que peut-être le Canada...? Dans le dossier figure une recommandation de revoir la question sous l'angle de notre politique.

L'hon. Perrin Beatty: Est-ce que la question s'adresse à moi ou...

M. Brian Masse: Je sais que c'est leur problème, mais j'aimerais avoir votre opinion. Ensuite nous pourrions demander à Jayson ou à quiconque veut...

L'hon. Perrin Beatty: Rien ne me prouve que les États-Unis manipulent leur monnaie. J'ai des indices de l'extrême faiblesse de l'économie américaine et cela se répercute certainement sur nous. Lorsque nous voyons l'appréciation spectaculaire du dollar canadien par rapport au dollar américain, il importe de réaliser qu'une grande part de cette majoration n'est pas le résultat de ce qui se passe au Canada, mais plutôt de ce qui se passe chez eux et de la faiblesse de leur économie. C'est certainement un souci pour nous.

M. Brian Masse: Mais ils semblent plus en mesure de jouer avec leur taux d'intérêt et le cours de leur monnaie et de les relier très étroitement. Ils ajustent leur taux beaucoup plus souvent que nous, du moins c'est ce qu'il semble.

M. Brian Masse: Bien que la Banque du Canada vous dise n'avoir qu'un seul instrument, une seule politique, soit le contrôle de l'inflation, et une seule moyenne à prendre en considération — le chiffre pour l'économie canadienne dans son ensemble — je ne doute pas que lorsque le conseil d'administration de la Banque du Canada fixe le taux, il prend aussi en considération le contexte économique dans lequel le taux s'inscrit et l'impact de sa décision. Je suis sûr qu'il en va de même à la Fed.

Certes, en dehors du gouvernement il se trouvera toujours des gens pour faire des commentaires sur l'opportunité d'augmenter ou de baisser les taux d'intérêt. Mais la marge de manoeuvre de la Banque du Canada est limitée et vous n'avez entendu personne à cette table aujourd'hui réclamant une intervention radicale de la Banque du Canada pour dévaluer le dollar canadien. Nous avons plutôt dit qu'il est probable que nous continuerons de voir un dollar canadien plus fort que ne le justifient nos chiffres de productivité. De ce fait, il faut voir quelles mesures le gouvernement peut prendre pour assurer la compétitivité des entreprises canadiennes dans ces conditions.

Le président: Je crois que M. Lazar souhaite intervenir.

M. Avrim Lazar: J'aimerais prendre part à cette discussion. Je pense qu'il vaut la peine de comparer notre attitude vis-à-vis de notre monnaie à celle des États-Unis ou de l'Europe, par exemple. Le chef de la Banque centrale européenne a dit très clairement que les fluctuations monétaires extrêmes nuisent à l'économie. La monnaie allemande a augmenté de 10 p. 100, par opposition à nos 40 p. 100, et déjà la Banque centrale dit s'inquiéter profondément de la fluctuation. La monnaie n'est pas une denrée. C'est le fondement même d'une économie.

Je ne pense pas que la Banque ou le ministère des Finances devraient commencer à l'utiliser à des fins politiques ou à chercher à la manipuler au-delà de ce que justifient les différences dans les marchés. Mais la différence entre l'économie canadienne et l'économie américaine n'a pas varié de 25 p. 100 cette année ou de 40 p. 100 les deux dernières. Les économistes classiques disaient non, c'est la différence de productivité qui explique le dollar faible... Aujourd'hui, tout d'un coup, ils se taisent.

Je pense donc que la Banque pourrait reconsidérer son rôle à l'intérieur de la marge de responsabilité, et atténuer plus agressivement les fluctuations sauvages qui font que les gens hésitent à investir au Canada parce qu'ils ne savent pas comment la monnaie va se comporter. Je pense que l'on peut passer outre à l'orthodoxie économique classique presque naïve qui dit: « Nous ne pouvons pas y toucher, nous ne pouvons pas y toucher », et agir à l'intérieur de la marge de responsabilité de façon à ce que notre monnaie fluctue un peu moins sauvagement qu'une action minière.

• (1705)

Le président: D'accord. Il nous reste 20 secondes pour une autre personne.

M. Jayson Myers: Je voudrais simplement avertir les membres du comité que la Banque fédérale américaine est dans une situation très difficile en ce moment. Vu les problèmes du marché du crédit aux États-Unis, le ralentissement de l'économie américaine, nous verrons sans doute les taux de la Fed baisser d'un pour cent au cours de l'année prochaine. Cela va exacerber la pression sur le dollar canadien. Quelques économistes très bien placés à Washington avertissent que le dollar américain pourrait baisser d'environ 15 p. 100 après pondération en fonction des échanges. Cela mettrait notre dollar à 1,20 \$ ou 1,25 \$. Ce n'est pas hors de question.

Je pense donc que notre attention s'est portée sur les mouvements récents, sur la volatilité récente, mais le risque pour l'avenir est celui d'une autre majoration.

Le président: D'accord. Merci.

Merci, monsieur Masse.

Nous allons passer à M. Simard, s'il vous plaît.

L'hon. Raymond Simard (Saint-Boniface, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci d'être venus, messieurs.

J'aimerais commencer avec deux questions rapides pour M. Lazar. Je crois que c'est M. Nantais qui a mentionné l'industrie aérospatiale et j'en suis très proche au Manitoba. L'une des raisons de son succès réside dans des programmes très ciblés comme PTC, par exemple, et le deuxième élément, me disaient-ils, est que les conseils sectoriels les tenaient en contact très étroits avec le gouvernement et leur ont permis d'élaborer des stratégies de concert avec le gouvernement.

Existe-t-il un conseil sectoriel de l'exploitation forestière? Voilà ma première question.

Ma deuxième question porte sur ce que vous avez dit concernant le fait que nous jouissons de richesses naturelles dont le monde a besoin, mais je ne vous ai rien entendu dire au sujet de l'ajout de valeur à ces ressources. Je déteste voir des billes rondes expédiées brutes aux États-Unis.

Est-ce que notre stratégie, ou nos recommandations ici, ne devraient pas consister en une action gouvernementale appuyant l'ajout de valeur, en quelque sorte, à ces richesses naturelles?

M. Avrim Lazar: Merci pour les deux questions.

Notre industrie ajoute de la valeur à presque tout ce que nous expédions. Nous n'expédions pas... Les billes rondes représentent un minuscule volume. Nous expédions plutôt de la pâte et du papier. La raison pour laquelle notre secteur compte 825 000 emplois est que nous ajoutons de la valeur.

Dès que vous montez dans la chaîne de valeur jusqu'aux meubles et ce genre de choses, vous entrez en concurrence de front avec le marché du travail asiatique, et nos salaires sont supérieurs de 50 p. 100 à la moyenne. Dans le secteur à valeur ajoutée, une fois que vous allez à deux ou trois échelons de valeur ajoutée au-dessus, les salaires sont forcément très bas. Bien entendu, nous avons besoin de valeur ajoutée, mais ce n'est pas là où réside notre avantage concurrentiel. Il est à deux ou trois échelons de valeur ajoutée, et c'est là où nous avons engendré un volume énorme d'emplois.

Pour ce qui est des conseils sectoriels, nous créons un conseil sectoriel mais en mettant l'accent sur les ressources humaines. Je préconise la formation d'un groupe de travail de parlementaires pour déterminer les conditions gagnantes qui nous permettront d'utiliser l'avantage concurrentiel de l'industrie forestière canadienne sur le marché mondial. C'est un domaine où nous avons un avantage naturel. Nous ne saisissons pas cet avantage. L'industrie est prête à collaborer avec les parlementaires.

Je pense que nous devrions tout simplement nous y mettre et dresser le plan, car le marché est là qui attend et, pendant que nous parlons, les emplois disparaissent.

L'hon. Raymond Simard: Merci.

Monsieur Myers, nous avons parlé de l'envolée du dollar et vous avez aussi beaucoup dit que les entreprises n'étaient pas profitables et ne le seraient pas pendant encore quelque temps. Vous avez évoqué la tempête parfaite, mais nous sommes aussi confrontés ici au Canada à toute la crise du crédit causée par le papier commercial adossé sur les hypothèques à risque. Je me demande si vos membres en ressentent déjà les effets ou si vous prévoyez un désastre ultérieur de ce fait.

M. Jayson Myers: Nous ressentons certainement le fléchissement du marché américain dans ces trois domaines clés que sont le logement, l'automobile et les biens de consommation. De nombreuses compagnies disent déjà que du fait des problèmes de crédit aux États-Unis, leurs clients ont plus de mal à payer et tardent davantage à payer.

Au Canada, ce n'est pas tant l'impact sur le marché du crédit en soi que le fait que la trésorerie est sous tension...

• (1710)

L'hon. Raymond Simard: Votre banque doit être là pour vous.

M. Jayson Myers: ... et de ce fait le crédit bancaire est également sous tension. De ce point de vue, une facilité de crédit comme celle offerte par l'EDC, qui garantit des emprunts bancaires pour investissement contracté par les exportateurs de technologies nouvelles, constitue un programme très positif. Il serait bon qu'il soit étendu aux exportateurs de toute la chaîne d'approvisionnement.

L'hon. Raymond Simard: Il y a quelques semaines les municipalités sont venues sur la Colline et ont fait état d'un déficit infrastructurel de 120 à 130 milliards de dollars. Je sais que M. Lazar en a parlé brièvement. Dans quelle mesure cela compte-t-il pour votre compétitivité? Si le gouvernement agissait à cet égard, quelles seraient les priorités — les routes et ponts, le transport? Je suppose que cela varie selon l'industrie, mais vous devez bien avoir quelques priorités à cet égard.

M. Brian Masse: Le pont de Windsor.

Le président: Je sais que vous avez des priorités, Brian.

L'hon. Perrin Beatty: Plus d'infrastructure serait un bon début. Nous avons un problème sérieux sur ce plan. L'impact sur l'industrie est très direct et si nous pouvions trancher les divers noeuds gordiens qui empêchent d'avancer et d'accélérer l'investissement dans l'infrastructure frontalière, ce serait une grosse bouffée d'oxygène pour l'industrie.

Le président: Il vous reste 30 secondes.

L'hon. Raymond Simard: J'ai eu le plaisir de visiter une entreprise d'extrusion de plastique à Winnipeg dernièrement et l'on y a dit qu'elle trouve des débouchés partout dans le monde. Comment est-il possible en si peu de temps de fabriquer et vendre ces produits?

Comment cela se passe-t-il? Ou bien ces entreprises sont-elles simplement là et prêtes à vendre aux États-Unis?

M. Jayson Myers: Je pense que de nombreuses sociétés ont des produits très spécialisés et approvisionnaient le marché américain depuis longtemps. Elles se trouvent maintenant obligées de trouver d'autres débouchés, donc qu'elles consacrent beaucoup plus d'efforts à la conquête de nouveaux marchés. C'est plus difficile pour les petites entreprises qui ne savent pas trop où trouver un partenaire/distributeur fiable dans ces marchés. Nous avons déjà vu le pourcentage global de nos exportations vers les États-Unis tomber de 87 à 75 p. 100 du total.

Donc, les compagnies recherchent certainement de nouveaux débouchés, particulièrement en Europe, en Australie, au Japon et en Chine, mais tout dépend de leur stratégie commerciale. Tout revient à la capacité des entreprises elles-mêmes d'ajuster leur marketing, mais pour cela il faut un nouveau design, des produits qui respectent les nouveaux règlements et des produits qui répondent aux attentes de la clientèle de ces marchés.

Au plan de l'infrastructure, je pense que nous pourrions faire beaucoup pour les manufacturiers et les entreprises canadiens dans leur ensemble si nous mettions en place un programme comme celui des États-Unis: un programme d'achat au Canada pour les dépenses infrastructurelles ou les acquisitions des administrations publiques, au moins aux niveaux municipal et provincial au Canada.

Le président: Merci.

Nous passons à M. Petit.

[Français]

Vous avez cinq minutes.

M. Daniel Petit (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Ma question s'adresse à M. Lazar ou à M. Beatty.

Monsieur Lazar, je vous ai entendu faire une rétrospective de l'industrie forestière. L'industrie forestière au Québec, la province d'où je viens, est tributaire de beaucoup de compagnies qui dépendent du Code canadien du travail du gouvernement fédéral. Le transport, le train, l'avion, la téléphonie et même, dans certains cas, ce qu'on appelle les barges, les bateaux, etc., tout cela relève du Code canadien du travail.

Depuis le début, je vous entends dire que notre dollar est trop fort, qu'il s'est apprécié trop rapidement et que cela vous a causé des problèmes.

Que pensez-vous, monsieur Lazar, du fait que le Parti libéral ait déposé un projet de loi qui s'appelle la loi C-415, Loi modifiant le Code canadien du travail (travailleurs de remplacement)? Si le dollar élevé vous pose un problème, imaginez ce que ce serait si vous aviez une grève sur les bras contre laquelle vous ne pourriez rien faire.

J'aimerais connaître votre opinion. On parle de partisanerie. Vous êtes une personne qui représente des employeurs, lesquels employeurs ont des employés, naturellement. Est-ce qu'on ne crée pas une barrière pour les entreprises? Je ne peux pas poser cette question à M. Nantais, car sa compagnie est entièrement syndiquée. Vous, vous avez peut-être encore un espace libre, une ouverture. Chez lui, par contre, c'est complètement syndiqué.

Je voudrais donc connaître votre opinion et celle de M. Beatty sur ce sujet.

[Traduction]

M. Avrim Lazar: La compétitivité du coût du travail est un gros facteur dans le maintien d'emplois au Canada. Nous avons analysé les coûts de main-d'oeuvre au Canada relativement à notre productivité. Nos coûts de main-d'oeuvre dans le secteur forestier sont les plus élevés du monde. La productivité de notre main-d'oeuvre se situe dans la moyenne.

Nous avons réalisé une autre analyse qui montre que lorsque nous augmentons la sophistication de nos machines au Canada, l'accroissement de productivité de la main-d'oeuvre ne reflète pas suffisamment la modernisation de l'usine. Par exemple, en Europe, c'est une relation de un pour un: une machine sophistiquée et la productivité de la main-d'oeuvre augmente. En Europe de l'Est, c'est presque une courbe plate: quoi qu'ils fassent, la productivité de la main-d'oeuvre reste faible.

Au Canada, nous sommes au milieu du peloton. La modernisation de nos équipements ne se traduit pas par des améliorations suffisantes de la productivité du travail. Nous menons une étude pour déterminer les raisons, mais il est assez clair que c'est dû à notre organisation du travail, au fait que l'histoire de nos relations patronales-syndicales a instauré des rigidités qui sont, dans une certaine mesure, des reliques du passé. En Europe, bien que l'industrie soit fortement syndiquée et que les travailleurs jouissent d'une grande protection, les syndicats savent comment travailler avec le patronat pour améliorer la productivité. Chez nous, c'est toujours un état d'esprit plus antagoniste.

Donc, si vous demandez quelle est la solution, elle réside tant du côté patronal que du côté syndical qui doivent tous deux apprendre comment traduire l'investissement dans les machines en gains de productivité, car sans productivité, nous ne pourrions garder les emplois.

Plus précisément — je ne cherche pas à éluder votre question, je la situe en contexte — pensons-nous que nous avons besoin d'un droit du travail qui accentue la division, la polarisation, sur le marché canadien? Je ne pense pas que nous ayons besoin de cela en ce moment. Il faut plutôt collaborer pour garder les emplois au Canada.

• (1715)

Le président: Monsieur Beatty.

L'hon. Perrin Beatty: Votre question s'adressait également à moi, et si je l'ai bien comprise, vous faisiez état du projet de loi d'initiative parlementaire portant sur les travailleurs de remplacement. Nous sommes fortement opposés à cette loi. Nous pensons qu'elle serait très néfaste pour l'économie canadienne.

Le président: Monsieur Petit, il vous reste une minute.

[Français]

M. Daniel Petit: J'ai une question à poser à M. Lazar. Je ne suis pas certain qu'il va l'aimer.

Monsieur Lazar, vous avez une vue d'ensemble de ce qui se passe dans l'industrie forestière. Vous savez qu'il y a une crise. Puisque vous nous demandez de vous aider, j'aimerais que vous nous suggériez, en quelques mots, comment rationaliser cette crise. Cette crise est due à différents éléments: le dollar s'est apprécié trop rapidement, les employés et les employeurs n'ont pas changé assez vite, on s'est traîné les pieds pendant 20 ans, etc. Aujourd'hui, il faut que vous nous donniez un peu de rétroaction.

Qu'attendez-vous de nous pour rationaliser cette crise? Je parle de celle du Québec, mais je pourrais parler de celle du nord de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique.

[Traduction]

Le président: Monsieur Lazar.

M. Avrim Lazar: J'ai suggéré de mettre sur pied immédiatement un groupe de travail sur l'avenir de l'industrie, mais nous avons formulé des recommandations sur la pénétration des marchés, les améliorations infrastructurelles, le démantèlement des barrières à la rationalisation de l'industrie, la réglementation intelligente et la suppression des chevauchements et doubles emplois dans les règlements fédéraux et provinciaux, davantage d'investissements dans la recherche et l'innovation, l'instauration du remboursement des crédits de RS&DE et la prolongation de deux ans à cinq ans de la DDP.

Je dois dire néanmoins que nous continuons à investir 4 milliards de dollars par an. Les réglementations provinciales nous ont empêchés d'investir plus car — et là je vais pointer du doigt le Québec, car il est le plus lent à rectifier cela — elles exigent que chaque bout de bois doit aller dans une petite localité donnée. De ce fait, si quelqu'un veut investir dans une usine moderne et hautement performante, elle ne pourra s'approvisionner en bois. La province l'en empêche.

C'est l'une des raisons pour lesquelles lorsque le dollar était faible nous n'avons pas nécessairement investi dans la rationalisation. Nous investissons 4 milliards de dollars par an, je tiens à le faire savoir. Mais la restructuration nécessaire pour créer des usines de rang mondial ne s'est pas faite dans l'est du Canada parce que les provinces ont simplement refusé, disant que si nous n'avons pas une usine dans chaque localité, nous ne pourrions nous fournir en arbres dans la province.

La Colombie-Britannique a réglé le problème, mais un peu tard.

• (1720)

Le président: Bien, merci, monsieur Lazar.

Nous allons passer à M. Eyking, s'il vous plaît.

M. Avrim Lazar: J'aime les questions que l'on continue de nous poser.

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie nos invités d'être venus.

Quelqu'un a fait état d'un scénario selon lequel nous allons perdre au moins 50 000 emplois au cours des six prochains mois. Je suppose que ma première question est de savoir s'il s'agit là du meilleur des scénarios ou du pire des scénarios.

Et pourriez-vous nous donner un aperçu de la façon dont le scénario va se dérouler au cours des six prochains mois? Quelles régions seront touchées en premier — l'Atlantique, ou l'Ouest, ou le Centre du Canada — et quels secteurs seront touchés et de quelle manière? Verra-t-on des usines fermer ou simplement réduire leurs effectifs? J'ai juste besoin d'un instantané de ce qui nous attend au cours des six prochains mois, probablement d'ici juin, et quel sera le taux ou pourcentage de chômage, ce genre de choses.

Je pose la question à la cantonade, répondra qui voudra.

M. Jayson Myers: Si je puis vous renvoyer à ce graphique qui montre la relation entre la majoration du dollar et l'emploi dans la fabrication, je pense qu'il y a une relation assez étroite entre le mouvement du dollar et l'emploi dans ce secteur.

Comme je l'ai dit, nous nous trouvons actuellement dans une situation où nous réagissons non seulement à l'appréciation du dollar, les entreprises étant obligées de réduire leurs coûts de ce fait, mais aussi à ce facteur très différent que constitue le fléchissement de la demande sur des marchés d'exportation clés aux États-Unis, en particulier ceux des véhicules et des produits de consommation — dont le papier — et celui de la construction résidentielle aux États-Unis. Ce sont là les secteurs clés.

Les régions qui seront les plus touchées par cela, ou les entreprises qui seront les plus touchées, franchement, sont celles qui souffriront d'une surcapacité sur les marchés nord-américains. Nous verrons des fermetures du fait de regroupement à l'échelle nord-américaine ou parce que des fournisseurs vont perdre leur clientèle, soit à cause d'importations inondant aujourd'hui le pays soit parce que leurs clients ont fermé leurs installations.

Ce sont donc les chaînes d'approvisionnement gravitant autour des secteurs du bâtiment et de l'automobile, de l'exploitation forestière et des produits de consommation qui seront, à mon avis, les plus vulnérables, particulièrement en Ontario et dans l'Est, car c'est là où l'intégration au sein du marché nord-américain est la plus poussée. Je parle là de façon générale, car il y a un très grand nombre de sociétés dans l'Ouest du Canada qui sont également dépendantes des États-Unis.

Les compagnies qui s'en sortiront bien sont celles qui ont un produit spécialisé, original, qui peut se vendre partout dans le monde, quel que soit le cours de notre monnaie. Celles qui peuvent augmenter leurs prix de vente, celles qui approvisionnent les industries en expansion et énergétiques de l'Ouest du Canada et l'industrie des travaux publics et du bâtiment à travers le pays vont continuer à prospérer.

Mais je pense qu'un certain nombre de secteurs ne peuvent tout simplement pas s'adapter, ni en diversifiant leurs débouchés ni en modifiant leurs structures de coût, et ce sont eux qui seront les plus durement touchés au cours des prochains six à huit mois.

L'hon. Mark Eyking: Vous dites donc que c'est surtout l'Est du Canada — l'Ontario et les provinces à l'est — qui sera le plus durement touché?

M. Jayson Myers: Oui.

L'hon. Mark Eyking: Et principalement les secteurs des produits du bois et de la construction automobile?

M. Jayson Myers: Si vous regardez la composition de la base industrielle de l'Ontario et des provinces à l'est de l'Ontario, vous verrez qu'elle est hautement dépendante de la construction automobile, de l'exploitation forestière et des secteurs de transformation des ressources et du bois. Ce sont eux qui seront les plus durement touchés.

Le président: Monsieur Lazar, souhaitez-vous donner une réponse?

M. Avrim Lazar: Je voudrais juste ajouter que la Colombie-Britannique rurale sera très durement touchée aussi, car elle est fortement dépendante de l'industrie forestière.

Ce sera donc le coeur industriel du Canada, mais aussi les localités rurales dépendantes de l'industrie forestière, la Colombie-Britannique étant touchée assez durement, et la Saskatchewan et l'Alberta dans une mesure moindre.

Le président: Il vous reste un peu moins d'une minute.

L'hon. Mark Eyking: Je ne sais pas si vous représentez également les usines de poissons et celles de pommes de terre

frites? Elles ne sont pas habituellement mentionnées dans la conversation, mais dans quelle mesure seront touchés ces autres secteurs tels que la transformation alimentaire?

M. Jayson Myers: Je les engloberais dans les branches qui seront touchées à l'intérieur du secteur des produits de consommation. Là encore, beaucoup ont les États-Unis comme leur débouché majeur. Donc, oui, elles subiront exactement les mêmes tensions: compression des prix de vente à l'exportation et coûts d'exploitation majorés du fait de la hausse des frais de transformation. Si les consommateurs achètent moins, ils achèteront aussi moins de produits alimentaires, de produits de consommation, et pas seulement de voitures.

● (1725)

L'hon. Perrin Beatty: Si je puis ajouter un mot à cela, monsieur Eyking, en gros tout secteur qui achète ses intrants en dollars canadiens et dépend de l'exportation va être sous pression, particulièrement si les États-Unis sont la destination des exportations. Deuxièmement, au plan intérieur, la concurrence des importations en provenance des États-Unis, favorisée par le taux de change du dollar canadien, va exercer une pression sur l'industrie canadienne.

Le président: Merci, monsieur Eyking.

Messieurs, je vais occuper le dernier créneau conservateur.

Je tiens à vous remercier tous d'être venus nous rencontrer aujourd'hui. Je veux vous remercier de cette discussion. Je veux vous remercier aussi du leadership dont vous avez fait preuve, en particulier aux fins du rapport sur la fabrication, en donnant l'impulsion et en formulant des recommandations précises. Je tiens à vous en remercier tous.

En outre, je vous invite à garder espoir, car si vous regardez ces recommandations, je suis très optimiste quant à leur exécution.

Je regarde même votre présentation, monsieur Myers, et vous y dites que les taux d'intérêt à court terme devraient être réduits d'au moins 25 points de base en décembre. Je ne sais pas si vous êtes en prise directe avec David Dodge, mais c'est exactement ce qu'il a fait. Vous mentionnez notamment la conjoncture américaine et canadienne. Si vous regardez la conjoncture canadienne, elle manifeste en fait un fléchissement, surtout dans le secteur du pétrole et du gaz conventionnel dans l'ouest du Canada qui, à mon avis, donne une certaine marge de manoeuvre au gouverneur.

Néanmoins, j'aimerais traiter particulièrement de l'une de vos recommandations — et c'en est une que la plupart d'entre vous, voire tous, avez mentionnée ici — soit de rendre remboursables les crédits d'impôt de R-D. Premièrement, c'est une expression que l'on entend et je crois que la plupart des membres du comité la connaissent, mais je ne sais pas combien de députés savent exactement de quoi il s'agit. J'aimerais donc une explication simple et aussi, deuxièmement, que vous répondiez à l'objection que va forcément opposer le ministère des Finances, soit que cela représente un coût fiscal de 8 milliards de dollars sur cinq ans. C'est ce que fait le ministère des Finances: il regarde le coût fiscal, ce qui est normal, mais ne regarde pas les avantages financiers.

Expliquez-nous donc ce que signifie réellement le remboursement des crédits de RS&DE et, deuxièmement, répondez pour ce qui est du coût fiscal de 8 milliards de dollars sur cinq ans.

Si vous pouviez traiter de ces deux points, je laisse répondre qui veut.

M. Avrim Lazar: Je vais commencer avec une explication pas trop technique.

Le président: Monsieur Lazar.

M. Avrim Lazar: Le crédit d'impôt est pour l'investissement dans la recherche. Il est accordé parce que tout le monde reconnaît que c'est un bien public d'avoir des sociétés faisant de la recherche pour devenir plus profitables. C'est ce qui maintient les emplois et la richesse au Canada. C'est pourquoi nous avons une politique gouvernementale disant que si vous faites de la recherche, nous allons vous donner un crédit d'impôt.

Il y a un trou dans ce crédit d'impôt, une fuite, en ce sens que vous n'en bénéficiez pas si vous n'avez pas de profit, parce que vous ne payez pas d'impôt. Cela revient à dire: « Si vous êtes en difficulté, tant pis pour vous. N'innovez pas pour résoudre vos problèmes. Le gouvernement vous laisse tomber ».

Du fait que ces crédits sont accumulables, si vous vous en sortez, vous aurez votre argent. En quelque sorte, le gouvernement parie que nous allons faire faillite, car alors il économisera l'argent. Si nous nous en sortons, l'argent viendra; il ne viendra qu'une fois la profitabilité retrouvée. Je trouve juste un peu étonnant ce calcul, qui revient à espérer que toutes ces compagnies feront faillite pour que l'on ait jamais à les payer.

S'il est légitime d'encourager à investir dans la recherche une société qui réalise de gros profits, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas légitime d'offrir au moins le même encouragement à une compagnie qui s'efforce — sans demander une subvention, sans demander une aumône, mais en disant simplement: « Donnez-moi le crédit d'impôt que touche mon voisin profitable afin que je puisse essayer en innovant de retrouver le chemin de la profitabilité ».

Le président: Monsieur Nantais.

M. Mark Nantais: Je suis certainement d'accord avec tout cela. Sachez, si vous ne le savez pas déjà, qu'une consultation est déjà en cours. L'ACCV y participe et je me ferai un plaisir de transmettre au comité la position que nous y avons exprimée.

Il faut voir en sus ce qui est admissible et ce qui ne l'est pas, un autre facteur clé. La recherche pure est une chose, mais elle ne nous avantage pas réellement sur le marché. Il nous faut prendre cette recherche et lui faire suivre les différentes étapes jusqu'à la commercialisation. Tout au long de ce chemin, il existe des opportunités auxquelles le crédit de RS&DE devrait non seulement s'appliquer mais apporter un avantage réel. Cela englobe les nouvelles technologies, les nouveaux procédés de fabrication dans les ateliers. Jusqu'à présent tout ce travail n'est pas admissible au crédit, et pourtant c'est lui qui nous mène au niveau suivant sur le plan de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur manufacturier. Voilà donc une autre considération que je soumetts à cet égard.

• (1730)

Le président: Merci.

Monsieur Myers, souhaitez-vous répondre? Vous pourriez également traiter du chiffre, les 8 milliards de dollars sur cinq ans et les coûts fiscaux.

M. Jayson Myers: Pour ce qui est du chiffre lui-même, il m'est difficile d'en parler car je ne crois pas que quiconque sache comment les Finances l'ont calculé. Il serait agréable de s'asseoir avec les Finances pour le savoir.

Selon nos calculs, si l'on considère le remboursement à partir de l'année en cours, et sachant qu'un tiers du crédit est récupéré parce que tous ces crédits sont imposables de toute façon, nous arrivons à un chiffre plus proche de 3,5 milliards de dollars sur cinq ans. C'est beaucoup moins que ce qu'avancent les Finances.

Je pense que l'industrie aimerait beaucoup s'asseoir avec les Finances. La déclaration des Finances elle-même dit que ces encouragements ont été mis en place pour de très bonnes raisons économiques. Selon les propres termes du ministère, les avantages économiques l'emportent largement sur le coût du crédit d'impôt lui-même, et je ne vois donc pas comment cela est conciliable avec ses recommandations.

Mais je dirais aussi que cela fait partie d'un tout. Ce qui compte, c'est l'innovation industrielle. Les crédits d'impôt en sont un élément très important. Un aspect auquel je recommanderais au comité de s'intéresser, c'est la façon de renforcer les liens entre la recherche qui s'effectue, l'excellente recherche, dans ce pays et l'application concrète de cette recherche à l'innovation industrielle — et je ne parle pas de la commercialisation des technologies issues de la recherche. C'est à ce stade qu'est générée la plus grande partie de l'argent.

Enfin, j'aimerais vous donner acte de votre leadership, monsieur le président, ainsi que des membres de ce comité. Nous ne serions pas là à parler de ces questions s'il n'y avait eu les recommandations unanimes de votre comité.

Merci infiniment à tous de cela.

Le président: Merci.

Je crois que la Chambre souhaite répondre aussi, et nous terminerons là-dessus.

L'hon. Perrin Beatty: Monsieur le président, j'aimerais juste placer la chose en contexte. Le comité, à très juste titre, se préoccupe beaucoup de l'impact de l'appréciation spectaculaire du dollar canadien, qui a certainement exacerbé les difficultés que connaissent nombre d'entreprises canadiennes. Mais il ne faut pas que le cours du dollar nous détourne du problème sous-jacent, qui est la compétitivité des entreprises canadiennes.

Face à la concurrence croissante de l'étranger et à un marché international en mutation, l'une des clés de notre survie économique au Canada est l'investissement dans l'innovation. Lorsque nous regardons l'avenir, les types d'emplois que trouveront nos enfants, notre avenir ne réside pas dans une compétition avec la Chine occidentale pour savoir qui acceptera les plus bas salaires; ils dépendent de notre capacité à innover et à investir constamment dans de nouveaux procédés et de nouveaux produits qui nous permettront d'être compétitifs tout en préservant de bons salaires et de bons emplois au Canada.

Cet investissement dans la recherche-développement est absolument cruciale, non seulement pour la survie des entreprises aujourd'hui mais aussi la croissance future de l'économie canadienne. Pour tant de compagnies qui ne peuvent en bénéficier aujourd'hui parce que ce crédit d'impôt n'est pas remboursable, il sera important tant pour leur survie que leur croissance future que nous trouvions des mécanismes leur permettant de faire cet investissement. Cela pourrait être un pas en avant important qui rapportera de gros dividendes au ministère des Finances sous forme de recettes fiscales futures.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Murphy, aviez-vous un commentaire? J'ai largement dépassé mon temps, je dois le dire.

M. Michael Murphy: Oui, j'allais juste faire une remarque.

La consultation conjointe entreprise par le ministère des Finances et l'Agence du revenu du Canada vient de clore vendredi. Nombre d'entre nous y avons fait des interventions. Si cela intéresse le comité, je me ferais un plaisir de vous transmettre ces présentations.

Le président: Je pense que ce serait précieux et intéressant, aussi vous pouvez certainement envoyer cela au greffier ou à moi-même. Nous distribuerons les documents à tous les membres.

Je veux terminer en vous remerciant tous d'être venus aujourd'hui et en remerciant tous les membres de leurs questions et commentaires. Cela a été une très bonne séance.

J'informe les membres qui nous traiterons demain matin des travaux du comité. Nous réserverons du temps demain matin pour cela, afin d'adopter ce que le sous-comité a décidé mardi matin.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>**

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.